

SEANCES DU LUNDI 11 FEVRIER 1985
VERGADERINGEN VAN MAANDAG 11 FEBRUARI 1985ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'Agriculture de l'année budgétaire 1985.

Projet de loi ajustant le budget du ministère de l'Agriculture de l'année budgétaire 1984.

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. Dalem, rapporteur, Capoen, Lutgen, Vanhaverbeke, Eicher, Marmenout, Coen, Debusseré, Humblet, Bock, Lagae, p. 1480.

INTERPELLATION (Retrait):

Page 1496.

M. Gevenois au secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, sur « les difficultés de fonctionnement que rencontre le centre de tri de Mons X ».

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERPEN VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Landbouw voor het begrotingsjaar 1985.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Landbouw voor het begrotingsjaar 1984.

Algemene bespreking. — *Sprekers*: de heren Dalem, rapporteur, Capoen, Lutgen, Vanhaverbeke, Eicher, Marmenout, Coen, Debusseré, Humblet, Bock, Lagae, blz. 1480.

INTERPELLATIE (Intrekking):

Bladzijde 1496.

De heer Gevenois tot de staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, over « de werkingsmoeilijkheden in het sorteercentrum Bergen X ».

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

M. Coen, secrétaire, prend place au bureau.

De heer Coen, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 10 m.

De vergadering wordt geopend te 19 u. 10 m.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DE
L'AGRICULTURE DE L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1985PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DE
L'AGRICULTURE DE L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1984*Discussion générale*ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET
MINISTERIE VAN LANDBOUW VOOR HET BEGROTINGSJAAR
1985ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE
BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN LANDBOUW VOOR
HET BEGROTINGSJAAR 1984*Algemene beraadslaging*

M. le Président. — Nous abordons l'examen des projets de loi relatifs au budget du ministère de l'Agriculture.

Wij vatten de beraadslaging aan over de ontwerpen van wet betreffende de begroting van het ministerie van Landbouw.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est au rapporteur.

M. Dalem, rapporteur. — Monsieur le Président, c'est lors des séances des 20 et 28 novembre et 5 décembre 1984, que la commission de l'Agriculture et des Classes moyennes a examiné le projet de loi contenant le budget du ministère de l'Agriculture de l'année budgétaire 1985, ainsi que le projet ajustant le budget de l'année budgétaire 1984.

Dans une première partie de mon exposé, je parlerai en tant que rapporteur, et je me permettrai dans la seconde partie d'émettre quelques remarques à titre personnel.

Les propositions budgétaires qui nous sont soumises en 1985 enregistrent une baisse de près de 8 p.c. par rapport au budget initial de 1984.

En effet, une réduction de 1 129 millions de francs, soit une somme correspondant à plus de 10 p.c. du budget, est obtenue grâce à quatre éléments, dont le principal a été réalisé suite à la décision du Conseil des ministres qui a approuvé, voici un an, le programme de financement pour l'application des mesures promouvant l'économie de combustibles, et grâce à l'étalement du remboursement à l'INCA de la somme principale des crédits d'énergie, on a pu réaliser une baisse de près de 900 millions. Si on ajoute la diminution de la charge d'intérêt, la disparition de la subvention unique de 170 millions à Sambre-et-Meuse et la forte réduction des sommes allouées aux concours nationaux d'élevage, la réduction atteint ainsi la somme de 1 129 millions.

Mais la décision prise par le Conseil des ministres le 21 septembre 1984 permet l'engagement d'une dépense de 2 milliards 250 millions pour la restructuration du secteur laitier.

Les dépenses courantes en ce qui concerne les crédits non dissociés, si elles enregistrent une augmentation de 2,5 p.c., soit une augmentation de 211 millions pour atteindre 8 578 millions, les dépenses de capital enregistrent une diminution de 49,2 p.c. soit une réduction de 1 milliard 30 millions, pour ainsi se situer en 1985 au montant de 1 milliard 62 millions.

Il convient également d'attirer l'attention sur l'insertion du nouvel article 41.52 qui regroupe aujourd'hui les deux articles précédents : 41.50 et 41.53. Ce regroupement a été réalisé à l'occasion de la création d'un fonds de promotion pour les produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime et de la modification que cela a entraîné pour l'application de la loi sur l'ONDAH.

Le nouvel article comprend deux rubriques : les crédits pour les frais de fonctionnement qui ont été augmentés jusqu'à 352,8 millions de francs, par rapport à 334,9 millions de francs en 1984 et les crédits de promotion qui s'élèvent maintenant à 150 millions de francs, contre 133,7 millions de francs en 1984.

Pour le Fonds d'investissement agricole, où les crédits de paiement ont été augmentés de 2,8 p.c., le Conseil des ministres du 21 septembre 1984 a, entre-temps, donné une autorisation d'engagement de 3 800

millions de francs pour 1984. Elle pourra toutefois être revue pour 1985 lors du contrôle budgétaire et à la lumière des décisions de la CEE.

Pour l'ajustement 1984, il faut noter la baisse des dépenses courantes et de capital, soit 89,8 millions, soit près de 1 p.c. du montant des crédits initiaux de 10 milliards 459 millions.

Les chiffres ainsi évoqués permettent de constater la compression des dépenses au niveau des frais de personnel et de fonctionnement; de même, la sélectivité dans les autres dépenses est assurée.

Toutefois, la dotation de 2 milliards 427 millions, soit une augmentation de 3 p.c. est prévue pour couvrir les charges du passé résultant des engagements au Fonds d'investissement agricole, et il convient d'y ajouter les crédits prévus auprès du Fonds agricole pour le financement des aides dont le remboursement est éligible au Feoga et qui sont estimés à 762 millions.

Pour les dépenses nouvelles du Fonds d'investissement agricole en 1985 est prévue une autorisation pour un montant de 2 milliards 800 millions, montant qui pourra être revu en fonction d'une part, des besoins, et d'autre part, des décisions de la CEE.

De même, les mesures en matière d'énergie qui ont connu un grand succès, soit 29 000 dossiers au total : 23 000 en agriculture et 6 000 en horticulture, donneront lieu à des crédits qu'on peut estimer à environ 2 milliards 500 millions.

Les efforts en 1985 porteront également sur la promotion des débouchés, la recherche agronomique et la gestion et le management des entreprises.

Le rapport d'un budget de l'Agriculture ne serait complet si référence n'était point faite au rapport de parité.

En effet, l'article premier de la loi du 29 mars 1963, tendant à promouvoir la rentabilité de l'agriculture et son équivalence avec les autres secteurs de l'économie, stipule que le ministre présentera chaque année un rapport sur l'évolution de l'économie agricole et horticole.

Et si l'article 2 de cette loi de 1963 édicte que le rapport doit faire apparaître la situation globale de l'agriculture et de l'horticulture par rapport au revenu national et aux autres secteurs de l'activité économique, l'article 3 de la même loi prescrit, en outre, que le ministre de l'Agriculture indiquera dans le rapport prévu à l'article premier les mesures qui devront être prises et les moyens matériels et financiers à prévoir pour assurer, dans le plus bref délai, la rentabilité économique et la promotion sociale de l'agriculture et de l'horticulture et pour réaliser la parité avec les autres secteurs de l'économie.

La note de synthèse sur le rapport de parité a fait l'objet d'une attention toute particulière et il est permis d'affirmer que l'évolution très favorable de 1983 n'a pu être enregistrée en 1984. On pourrait sans doute déjà affirmer que le revenu par unité de travail a baissé en 1984 et que l'écart qui subsiste entre le revenu du travail par unité de travail et le revenu comparable fixé en 1984 à 650 000 francs, sera en augmentation par rapport à celui existant en 1983. Je me suis permis de rappeler ce point car il me paraît très important dans le cadre du budget.

Dans la discussion du budget 1985, c'est la politique agricole commune qui a fait l'objet d'une grande attention de la part des commissaires. Quoi de plus normal ! Mais le secteur sanitaire et l'amélioration du bétail ont permis d'actualiser certains problèmes en matière, notamment, de lutte contre la rage et la brucellose, ou encore d'amélioration dans le domaine de la sélection porcine.

Les préoccupations relatives aux revenus de l'agriculture, à la réduction des terres agricoles, aux conditions climatiques exceptionnelles de septembre 1984 dans la région du Sud-Est, de même que la politique du personnel ont retenu aussi la particulière attention de notre commission; il ne faudrait pas nier aussi l'intérêt porté à la promotion des produits agricoles et horticoles et à l'importance de la pêche maritime.

Quant au projet d'ajustement de 1984, le gouvernement a déposé deux amendements adoptés par 11 voix contre 2. L'un était relatif aux dépenses à engager pour venir en aide aux exploitations agricoles du Sud-Est qui n'ont pu récolter leurs céréales, et au crédit du poste 41.54 qui s'élève à 465 millions au lieu de 218 millions initialement prévus pour couvrir la dépense estimée à 247 millions et imputée au Fonds agricole créé par la loi du 29 juillet 1983. L'autre amendement à l'article 83.01 était relatif au crédit de 1 milliard 43 millions constituant l'avance de la Belgique au budget de la Communauté européenne.

C'est, enfin, par 9 voix contre 5 que fut adopté le budget 1985 et par 11 voix contre 2, que l'ajustement 1984 reçut le même sort.

Mon rôle de rapporteur étant ainsi terminé, du moins en ce qui concerne sans doute ma participation à la tribune, permettez-moi d'apporter quelques considérations personnelles sur la problématique agricole qui est toujours examinée avec beaucoup d'attention lors de l'examen du budget.

Mes collègues Lutgen et Sondag compléteront d'ailleurs les interventions de mon groupe.

La première réflexion porte sur le point de savoir dans quelle mesure il ne conviendrait pas, avant tout, de remettre de l'ordre — ou, plus exactement, de remettre les choses à leur place — dans les régimes privilégiés d'importations, que ce soit en produits agricoles ou en produits de substitution, avant même d'imposer des limites de production et des prélèvements sur une production intérieure, finalement résiduaire par rapport à un niveau global de consommation.

Or il faut bien considérer qu'au stade actuel on a pénalisé les productions intérieures par des prélèvements, alors que presque rien n'a été fait au niveau de l'importation, soit sur le plan de la limitation des quantités, soit sur le plan d'un prélèvement au moins égal à celui qui est opéré sur les productions intérieures.

Une des conséquences est qu'on se trouvera toujours davantage dans une situation de dépendance de l'extérieur pour ces approvisionnements en produits agricoles et alimentaires. En effet, au fur et à mesure qu'on aura des productions de plus en plus réduites, on risque de voir la place prise par des accroissements d'importations à tarifs privilégiés ou davantage de fabrication de produits de substitution de nos produits indigènes. Ce serait tout de même là un résultat assez paradoxal.

Toujours sur un plan général, il convient d'insister sur le problème de la sauvegarde des revenus des agriculteurs. Jusqu'à présent, on a toujours fait miroiter le danger d'amplifier les niveaux de production excédentaire par la fixation d'un prix normal et les conséquences sur le budget de la CEE. Dès lors que, avec la nouvelle philosophie de la politique agricole commune, on impose aux producteurs de supporter eux-mêmes le coût de la vente des quantités excédentaires, notamment par l'application de la coresponsabilité, les problèmes ne se posent plus dans les mêmes termes budgétaires et il est impératif en conséquence, si l'on veut sauvegarder au minimum les revenus des agriculteurs, de fixer les prix agricoles à la CEE sur base de la méthode de critères objectifs, c'est-à-dire tenant compte de l'évolution des coûts de production en agriculture et de l'évolution des salaires extra-agricoles.

Or, jusqu'à présent, nous avons entendu annoncer — et la chose semble se confirmer — que la prochaine fixation des prix agricoles se fera en termes de prudence ou de régression plutôt qu'en termes d'expansion. C'est tout à fait anormal à partir du moment où l'agriculteur prend en charge la liquidation de ses propres excédents.

Toujours sur le plan général, compte tenu du fait que pas mal de productions agricoles ont un avenir peu enviable, soit en raison de la fixation de quotas de production, soit en raison du fait que les marchés ne peuvent pas absorber naturellement les quantités supplémentaires qui seraient produites, il conviendrait de rendre possible l'instauration de productions agricoles de remplacement comme les productions de matières grasses, de colza ou de cultures similaires par exemple, et de cultures protéiques, c'est-à-dire riches en albumine, comme la luzerne ou d'autres productions fourragères similaires. Dans les circonstances actuelles, le producteur se rend compte qu'il est pénalisé trop souvent par la consolidation de certaines dispositions prises dans le cadre des accords internationaux ou par des mesures d'effets équivalents prises à l'intérieur de la Communauté.

Monsieur le ministre, je sais que vous entreprenez beaucoup, mais a-t-on vraiment pris toutes les dispositions nécessaires et utiles pour assurer un maximum d'écoulement des produits agricoles et alimentaires à l'extérieur de la Communauté? Dans ce cadre, ne devrait-on pas aller nettement davantage vers des accords, des contrats à long terme, avec certains pays tiers, accords qui seraient basés sur une permanence sur les marchés, ce qui n'est pas le cas actuellement? Vous évoquerez sans doute, dans votre réponse, les difficultés que cela représente, mais n'y a-t-il pas un effort à faire dans ce sens?

Dans le cadre de la politique laitière et des quotas de production qui ont été fixés, nombre de réflexions pourraient être faites.

Convient-il vraiment de pénaliser aussi durement les producteurs — souvenons-nous des problèmes rencontrés en 1984 — qui n'ont pas augmenté leur production laitière depuis de nombreuses années, conformément à ce qui leur a été demandé dans le cadre de la situation économique laitière, au même titre que les producteurs qui ont fortement

augmenté leur production et qui portent une part plus large de responsabilité dans la constitution des excédents!

Monsieur le ministre, ne conviendrait-il pas de privilégier les entreprises agricoles, notamment laitières, basées sur la transformation de matières premières produites au sein des exploitations agricoles par rapport à celles qui sont tributaires de l'importation quasi totalement pour leur approvisionnement en matières premières, que ce soit en soja ou que ce soit en produits riches en amidon. Il conviendrait de prendre les dispositions nécessaires — je sais que vous intervenez, mais peut-être conviendrait-il de le faire encore davantage — pour limiter le développement et l'accroissement de ces exploitations laitières intensives qui risquent de démanteler à terme la structure de nos exploitations agricoles laitières basées sur les herbages et l'exploitation du sol et de nous placer dans une situation d'autant plus tributaire de l'extérieur pour nos propres approvisionnements non plus seulement en matières premières, mais dans ce cas, en produits d'alimentation directe.

Sur le plan des céréales, la politique actuelle de la CEE, depuis quelque temps déjà, consiste à provoquer la baisse des prix extérieurs des céréales, par des blocages de prix ou, davantage, par des diminutions de prix. L'objectif de cette politique, dit-on, est d'utiliser davantage de céréales dans l'alimentation du bétail, parce que le prix relatif serait plus avantageux et, ainsi, de diminuer les importations de céréales ou de produits de substitution de ces céréales. Il en résulterait aussi, dit-on, une augmentation de la production céréalière européenne.

Pensez-vous que cela soit bien normal? Ne faut-il pas, en réalité, revendiquer un prix plus attractif pour les céréales? Sinon on court le risque de voir les céréaliers, en raison de la rentabilité moindre, transformer leurs céréales en produits pour animaux qui sont déjà, la plupart du temps, excédentaires. Une diminution plus prononcée du prix des céréales sur le plan européen conduirait, par ailleurs, à un objectif tout à fait contraire à ceux qu'on désire atteindre et qui sont précisés ci-avant, car, au fur et à mesure que le prix de la céréale sur le plan interne se rapproche du prix mondial ou descend en dessous de ce niveau, il y a et il y aura abandon de la production de céréales et approvisionnement à l'extérieur.

Tout ceci ne va-t-il pas exactement à l'encontre du but poursuivi? La réflexion devrait aller vers un prix normal, voire attractif, pour la production de céréales, en vue de décourager la transformation de celles-ci dans certaines exploitations et de permettre ainsi à d'autres d'intensifier leur production. Ceci serait d'ailleurs favorablement influencé, d'une part, par la fixation normale de prix intérieurs pour les produits agricoles et animaux de transformation et, d'autre part, par des mesures à l'importation.

En terminant, je voudrais, monsieur le ministre, évoquer le grave danger encouru par le charroi agricole sur les routes nationales à grande densité, et tout particulièrement sur la route N4. Je crois que la collaboration avec vos collègues des Travaux publics et des Communications doit être intensifiée afin de trouver une solution définitive à ce problème qui provoque tant de victimes chaque année. Dans un même ordre d'idées, l'usage d'un feu giratoire sur les véhicules agricoles doit être examiné.

Une proposition de loi en ce sens a d'ailleurs été déposée à la Chambre par M. Lestienne, si je ne m'abuse.

M. De Keersmaecker, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture. adjoint au ministre des Relations extérieures. — De quoi s'agit-il exactement?

M. Dalem. — De l'usage d'un feu giratoire, destiné à permettre une meilleure reconnaissance des véhicules agricoles.

Vous savez certainement que, sur la Nationale 4, plusieurs tués sont à déplorer chaque année. Je sais que des efforts ont été entrepris en vue de remédier à cet état de chose et qu'une troisième bande de circulation a été créée. Certes, ce problème ne touche pas uniquement la Nationale 4, mais il est très préoccupant. Si les automobilistes roulent sur cette route comme sur une autoroute, il peuvent provoquer des accidents extrêmement graves. L'année dernière, quatre tués ont été dénombrés.

De ce côté, je le répète, l'effort doit être poursuivi.

Les intempéries du mois de septembre ont permis d'affirmer que le Sud-Est constituait bien une région disposant d'un climat différent et l'indemnisation pour les céréales laissées sur le terrain a été décidée très rapidement. Je crois que c'est justice d'avoir tranché le problème de cette manière. Toutefois, ce phénomène doit nous permettre d'affirmer qu'il y a une spécificité de cette région et qu'une politique agricole adaptée doit être suivie.

Monsieur le ministre, nous venons de connaître une année 1984 très éprouvante pour les agriculteurs et, nous en convenons, pour vous-même également. Nous risquons de connaître à nouveau une année relativement pénible. Le premier témoignage vient d'être fourni par les prix. Le problème des quotas de toutes natures est déjà connu et suscite l'appréhension des fermiers. Certes, nous connaissons votre vigilance et nous ne doutons pas qu'elle sera encore accrue cette année.

Vous pouvez être assuré que, nous aussi, nous serons vigilants. C'est la confiance que nous avons en vous qui fera que nous voterons votre budget. *(Applaudissements sur les bancs de la majorité et sur certains autres bancs.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Capoen.

De heer Capoen. — Mijnheer de Voorzitter, zoals het de gewoonte is, wil ik in de eerste plaats de verslaggever bedanken en feliciteren voor zijn uitstekend verslag. Ik ben het in grote lijnen eens met verschillende van zijn persoonlijke beschouwingen en ik deel zijn bezorgdheid inzake de problemen waarmee de landbouwers vandaag worden geconfronteerd.

Het gemeenschappelijk landbouwbeleid, waarvan de beginselen werden vastgesteld in het Verdrag van Rome heeft, alvast wat één van de doelstellingen betreft, als het ware zichzelf overtroffen, te weten het verhogen van de produktiviteit.

In steeds meer sectoren heeft men te kampen met toenemende overschotten waarvan het wegwerken ingevolge de regels van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, met name de onbeperkte prijsgarantie, zulkdanige financiële lasten met zich brengt dat het hele landbouwbeleid gehypothekeerd dreigt te worden. En al wordt het gemeenschappelijk landbouwbeleid nog niet fundamenteel in twijfel getrokken, toch wordt in steeds meer kringen aangedrongen op aanpassingen die het landbouwbeleid beter moeten afstemmen op het marktgebeuren.

Vorig jaar hebben we een eerste drastische aanpassing gezien met het instellen van de melkquota's. Wij zullen hier de hele discussie over deze problematiek niet opnieuw voeren en ons beperken tot de vaststelling dat dergelijke maatregel ongetwijfeld de meest doeltreffende is om de melkproduktie af te remmen. Men mag gerust stellen dat als deze operatie niet zou slagen wegens gebrek aan discipline of wegens politieke onwil, de gemeenschappelijke landbouwpolitiek dan op de helling komt te staan en een zware crisis dan onvermijdelijk wordt.

Ik moet toegeven — straks zal ik u harder aanpakken —, mijnheer de staatssecretaris, dat u de politieke wil hebt opgebracht, tegen bepaalde stromingen bij uw achterban in, om deze noodzakelijke maatregelen te treffen. De noodzaak tot ingrijpen kan door geen enkel zinnig mens worden betwist, maar de manier waarop en de omstandigheden waarin de bewuste maatregel werd getroffen, kunnen wij niet goedkeuren.

Er is eerst het gebrek aan informatie geweest waardoor grote verwarring en onzekerheid is ontstaan bij de betrokken melkveehouders, verwarring en onzekerheid die vandaag de dag nog steeds niet volledig zijn weggenomen. En er is ten tweede, het feit dat naar onze mening de kleine en middelgrote melkveehouderijen niet voldoende aan hun trekken komen bij de thans geldende quotaverdeling. De huidige regeling is niet gunstig voor het kleine familiale bedrijf en voor de jonge boer.

Het ongenoegen bij de melkveehouders is groot. Zij voelen zich terecht misleid en bedrogen. De gevoerde structuurpolitiek heeft hen ertoe gedwongen de weg op te gaan naar de schaalvergroting en dit meestal mits zware financiële inspanningen worden gedaan en risico's genomen. Zij die de raadgevingen hebben gevolgd worden thans zwaar gestraft en moeten extra inleveren. Persoonlijk vinden wij het ongehoord dat de bewindslieden — en ook u, mijnheer de staatssecretaris — thans durven verklaren dat het quotasysteem zomaar niet uit de lucht is gevallen en dat iedereen reeds vanaf 1981 kon weten wat er hem te wachten stond. Wij vinden dit ongehoord omdat alle beleidsinstanties die moeten instaan voor de voorlichting van onze landbouwers nog tot een paar maanden voor de afkondiging van de invoering van het quotasysteem, aan iedereen steevast het advies gaven: uitbreiden, investeren en nog eens uitbreiden.

Wij vinden het onaanvaardbaar dat degenen, die op de hoogte waren van deze politiek, die in die zaken thuis zijn en die sedert 1981 wisten wat men kon verwachten, niet de moed hebben gehad om dit duidelijk te zeggen. Iemand die bij mij op dienstbetoon komt, heeft in oktober 1983 nog 3,5 miljoen geïnvesteerd, op advies van de diensten van het ministerie. Die heeft thans met grote problemen te kampen ingevolge de quotaregeling. Er zijn zo ontelbare gevallen. Wij hebben in dat verband een tv-uitzending gezien, die misschien wel ietwat demagogisch was, maar de staatssecretaris zal niet ontkennen dat er heel wat mensen in

nood zijn, die zich misleid voelen omdat zij zijn ingegaan op het advies van officiële instanties en van privé-organisaties die de naam willen hebben de belangen van de landbouw te verdedigen.

Dit verklaart de verrassing, het ongenoegen en de woede van velen ten opzichte van deze plotselinge en radicale zwenking in het zuivelbeleid.

Voor de landbouwers is die zwenking inderdaad radicaal, niet voor bepaalde mensen van het beleid die deze zwenking hadden zien aankomen.

Een bijkomend nadelig effect van deze zaak is dat het jarenlange getreuzel en de discontinuïteit in het zuivelbeleid het vertrouwen van de boeren diep geschokt heeft en dat vele jongeren, die zich ernstig voorbereiden op een of andere landbouwactiviteit, door deze ommezwaai sterk beginnen de twijfelen aan een toekomst in deze richting. De twijfel over de toekomstmogelijkheden van de jongeren in de landbouw moet vlug worden weggenomen, wil men de opvolging op de bedrijven niet verder hypothekeken. Deze opvolging moet worden verzekerd omdat de landbouw onmisbaar is en omdat er nog toekomst is in de landbouw, als men de huidige crisissituatie op de juiste manier interpreteert en er de nodige lessen uit trekt.

Onze landbouw, zoals alle andere bedrijfssectoren, moet worden omgeschakeld naar meer toegevoegde waarde. Ook in de landbouw moeten we overstappen van een beleid dat gericht is op kwantiteit naar een echt kwaliteitsbeleid en dit volgens een welbepaalde strategie. De zogenaamde « derde industriële revolutie » is ook in de landbouwsector begonnen en wij mogen de trein niet missen, willen we ook op dit domein de toekomst veilig stellen.

In het te voeren landbouwbeleid en het wetenschappelijk onderzoek ter zake, moet voortaan grote aandacht gaan naar nieuwe produkten en produktietechnieken, naar nieuwe teelten en teelttechnieken. Biotechnologie en biogas moeten vaste begrippen worden in het toekomstig beleid. De tijd is voorbij dat de landbouw enkel de leverancier is voor de voedingsnijverheid.

Tijdens de bespreking van het ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 27 december 1938 betreffende de oprichting van de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwprodukten hebben wij gepleit voor nauwere samenwerking tussen de landbouw en de voedingsnijverheid. Het verheugt ons dan ook ten zeerste dat er thans heel wat vooruitgang geboekt is op dit vlak. Er is eerst de overheveling van bevoegdheden inzake eerste verwerking van voedingsmiddelen van het ministerie van Economische Zaken naar het ministerie van Landbouw, waardoor dit laatste verantwoordelijk wordt voor het voedingsmiddelenbeleid.

Ten tweede, is er de aanduiding van een nieuwe raad van beheer van de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwprodukten waarin voortaan verschillende leden zitting hebben die de voedingssector vertegenwoordigen.

Deze twee gebeurtenissen zijn van groot belang voor beide sectoren omdat aldus een meer samenhangend en dynamischer land- en tuinbouwbeleid mogelijk wordt, wat de afzet en de export enkel maar ten goede kan komen. Het streven naar kwaliteit zal daardoor een grote stimulans betekenen.

In de voorbije jaren is de landbouw op vele vlakken grondig gewijzigd en alles laat voorzien dat in de komende jaren nog diepgaander veranderingen zullen plaatsgrijpen. Bij dit alles is het belangrijk op te merken dat het gevoerde beleid meestal ondoeltreffend, soms tegenstrijdig, inspeelt op de aan de gang zijnde evoluties. De tot nu gevolgde politiek, die past in het kader van en opgelegd is door het Gemeenschappelijk Landbouwbeleid, heeft geleid tot steeds meer grootschaligheid met als gevolg onder meer dat de landbouw is geëvolueerd tot een van de meest kapitaalintensieve sectoren van onze economie.

Dit belet echter niet dat iedereen ondertussen verder blijft zweren bij het kleine en het familielandbouwbedrijf.

Ingevolge de budgettaire moeilijkheden die zijn ontstaan ingevolge de vele overproducties en de daaraan gekoppelde onbeperkte prijsgaranties moeten thans allerlei besparingen worden toegepast, waardoor het in de toekomst nog moeilijker zal worden voor de kleine boeren om aan een redelijk inkomen te geraken via de markt- en prijzenpolitiek, vooral als de prijsvoorstellen geen rekening houden met de kostprijsontwikkeling zoals dit het geval is met de jongste EG-voorstellen ter zake.

Daarom pleiten wij voor een heroriëntering van de besteding van de steeds schaarser wordende middelen. In de huidige omstandigheden gaat het niet meer op nog steun te verlenen aan projecten in de sectoren met overschot. De middelen moeten integendeel meer worden gericht op

een aangepast structuurbeleid met klaar geformuleerde doelstellingen, waarbij ons inziens de aandacht hoofdzakelijk moet gaan naar kwaliteitsverbetering en het realiseren van meer toegevoegde waarde.

In dit structuurbeleid moeten voldoende kansen en mogelijkheden worden opgenomen voor de kleine boeren, wat perfect kan via aangepaste modaliteiten inzake steunverlening en projectomschrijving.

Tenslotte willen wij nogmaals beklemtonen dat, gezien de grote structuurverschillen tussen de Vlaamse en de Waalse landbouw, de federalisering van het landbouwbeleid een efficiëntere aanpak zou mogelijk maken.

Deze federalisering is des te meer te verdedigen omdat, in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, een regionale aanpak de meest aangewezen weg is. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Lutgen.

M. Lutgen. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, chers collègues, c'est avec intérêt que j'ai pris connaissance de l'excellent rapport de notre collègue monsieur Dalem sur le projet de loi budgétaire que nous examinons aujourd'hui.

La note de synthèse sur le rapport de parité et les commentaires sur le rapport du gouvernement relatifs à l'évolution de l'économie agricole et horticole en 1983 et 1984 ne regorgent pas d'enthousiasme, mais semblent néanmoins beaucoup plus optimistes que les résultats obtenus sur le terrain n'auraient permis de l'espérer.

La lecture du rapport du gouvernement m'a également laissé très inquiet quant au devenir de notre agriculture nationale. Je sais que la situation est très variable d'une région à l'autre. Le tableau 35 du rapport du gouvernement est significatif: dans la région des Polders le revenu du travail par unité de travail atteint 1 215 000 francs, tandis qu'en Haute Ardenne il n'est que de 487 000 francs.

Appartenant à une région défavorisée au niveau agricole, je me permettrai de vous citer quelques chiffres sur l'évolution de la situation aux niveaux national et provincial. Vous pourrez constater, chers collègues, qu'une fois de plus on a fait dire aux chiffres ce qu'on veut bien.

Au niveau national, il semble que le nombre d'exploitations décroisse actuellement moins rapidement — de 2,2 p.c. de 1982 à 1983 — mais je tiens à signaler que, depuis 1980, la diminution a été de 8,3 p.c. En deux ans, la diminution de la main-d'œuvre occupée en agriculture s'élève à plus de 7 000 unités, soit 4 p.c. de l'effectif total.

Le rapport du gouvernement signale également une augmentation de l'intérêt des jeunes pour la profession agricole: d'après les renseignements fournis, 16,2 p.c. des exploitations dont le chef est âgé de 50 ans et plus, contre 14,7 p.c. en 1982, ont un successeur assuré et 26 p.c. un successeur incertain.

Soyons pratiques et adaptons ces chiffres pour connaître l'évolution probable de la main-d'œuvre dans les prochaines années.

En admettant que, sur les 26 p.c. d'incertains, 20 reprennent effectivement une exploitation, auxquels il faut ajouter les 16,2 p.c. de reprises certaines, et en tenant compte que les chefs d'exploitations qui ont atteint cet âge de 50 ans sont aujourd'hui au nombre de 60 875, nous pouvons craindre une perte de 40 000 nouvelles unités de main-d'œuvre au cours des prochaines années. Sur un total actuel — de permanents et non permanents — de 170 000 personnes, c'est beaucoup, beaucoup trop, vous en conviendrez avec moi.

Je ne voudrais pas vous assommer de chiffres. Néanmoins l'agriculture tient une telle place dans l'économie de la province du Luxembourg, tant par sa contribution au produit provincial brut que par le volume des emplois directs ou indirects, que je me permets de citer quelques chiffres encore.

Au 15 mai 1982, l'Institut national de statistique dénombrait dans la province du Luxembourg 7 011 exploitations agricoles, 4 726 de celles-ci représentant l'activité principale du chef d'exploitation.

En dix ans, l'agriculture luxembourgeoise a perdu 7 680 actifs; il en reste 10 978, soit une diminution de 41 p.c.

Alors, au nom de ma province, je me permets de tirer la sonnette d'alarme. C'est vrai, monsieur le ministre, que des efforts considérables sont faits pour l'installation des jeunes et pour les reprises d'exploitations familiales. C'est vrai que ces aides pèsent lourd dans votre budget et je vous félicite des efforts que vous consentez dans ce sens. Néanmoins, et malgré les aides complémentaires accordées pour les régions défavorisées, nous sommes loin d'atteindre, en Ardenne notamment, la moyenne du revenu national par unité de travail. Cette situation est également celle

d'une grande partie de la Wallonie et vraisemblablement de certaines régions ou sous-régions du Nord du pays, puisque les primes d'assainissement — apports structurels plus indemnités de sortie — ont été ventilées en 1983 à 65 p.c. pour la Wallonie et 35 p.c. pour la Flandre.

Il est plutôt rassurant de vous entendre dire que le revenu agricole se rapproche de plus en plus du revenu comparable — 620 000 francs en 1983 — pour certaines régions peut-être et pour la moyenne nationale aussi. Mais pour 1983-1984, le revenu du travail par unité de travail, comparé à la moyenne nationale, était de 69 p.c. en Haute Ardenne et de 79 p.c. en Ardenne et dans la région jurassique. En fait, suivant le tableau 37 du rapport du gouvernement, seules les exploitations qui font de la culture, soit exclusivement, soit associée à un autre type de production, arrivent à un revenu par unité de travail de plus de 660 000 francs.

Si, pour les trois dernières années, on relève les régions où la situation est la plus difficile, on trouve en queue de peloton, la Haute Ardenne avec 487 000 francs par unité de travail, l'Ardenne plus le Jura avec 509 000 francs par unité de travail et la Fagne-Famenne avec 556 000 francs par unité de travail. On est loin du revenu comparable!

D'où la nécessité de poursuivre et même de renforcer les aides spécifiques à la zone défavorisée du Sud-Est du pays. D'où aussi l'urgence à appliquer enfin le volet agricole du PDI, programme de développement intégré.

Je suis également perplexe quant aux bilans que vous tirez des années 1983 et 1984. Au niveau du budget national, vous n'avez peut-être pas tort, mais si l'on prend la situation au niveau des exploitations — je ne citerai pas les chiffres qu'on trouve à la page 33 dans le rapport —, le revenu du travail par unité de travail a diminué de 6 à 14 p.c. suivant la taille des exploitations; si l'on tient compte du taux d'inflation, 7 p.c. — cela signifie une diminution de revenus de 13 à 20 p.c.

Oui, monsieur le ministre, cela ne va pas trop mal au niveau de votre budget, mais ne me dites pas que cela va bien dans l'agriculture. Que vous le vouliez ou non, la catastrophe s'annonce. Je la crains d'autant plus que nous ne travaillons au niveau de la politique agricole commune que de façon très ponctuelle, au coup par coup à longueur d'année, et l'on ne voit rien venir pour les perspectives à long terme.

L'exemple le plus frappant, le plus marquant, le plus déstabilisant pour le monde agricole a été, en 1984, la mise en application des quotas laitiers à cet égard, je rencontre parfaitement votre point de vue. Je sais, monsieur le ministre, que vous avez fait preuve de courage et d'un souci de justice remarquable pour que ces mesures soient le moins pénibles pour nos agriculteurs. Alors qu'on parle d'excédents laitiers depuis dix ans, alors qu'en 1982 déjà, les stocks atteignaient des chiffres effrayants, pourquoi a-t-on autorisé et vraisemblablement subventionné, entre le 15 mai 1982 et le 15 mai 1983, l'installation de 678 étables pouvant contenir 22 672 vaches laitières! Je n'invente rien, ces chiffres figurent dans le rapport.

Si l'on convertit ces chiffres en augmentation de production, le rendement officiel laitier, kilo par vache, étant de 3 935, cela représente un supplément de 89 214 tonnes.

Mais ce chiffre n'a pas été atteint; les statistiques relèvent pour cette période une augmentation de vaches laitières de 15 400 unités, soit une production supplémentaire de 60 599 tonnes, ce qui représente 1,57 p.c. de la production laitière totale de 1983. Pour rappel, la CEE nous impose une diminution de notre production de 2,77 p.c. par rapport à 1983. Vous avez donc aidé, via le Fia et le Feoga, en 1983, l'installation de ces 15 400 vaches. En 1985, nous allons financer leur abattage!

Le passé est le passé, mais il faut en tirer des leçons!

Un des problèmes qui semblent préoccuper actuellement le monde agricole est l'excédent de viande bovine. La production ne cesse de croître; or, la consommation est en baisse de 4 p.c. pour 1983-1984; cela donne un accroissement de 11 p.c. Je sais que la CEE a pris différentes mesures afin d'éviter le pire, notamment les subventions aux stockages; néanmoins suivant le rapport du gouvernement, les achats à l'intervention sont de plus en plus indispensables et, malheureusement, rien n'indique que la situation va s'arranger.

M. Eicher. — Et on en importe toujours.

M. Lutgen. — C'est exact, mais ce problème relève du département du Commerce extérieur et je ne tiens pas à l'aborder dans le cadre de la discussion de ce budget.

M. De Keersmaecker, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture, adjoint au ministre des Relations extérieures. — On en exporte plus que jamais.

M. Lutgen. — Je crains, au contraire, que bien des producteurs laitiers se lancent en partie dans l'engraissement pour pouvoir boucler leur budget et les effets des quotas laitiers ne seront pas étrangers à cette augmentation de production de viande bovine.

Je vous demande avec insistance, monsieur le ministre, que des directives soient données par vos ingénieurs agronomes et par tous les conseillers agricoles qui dépendent de votre département pour éviter aux agriculteurs un traquenard semblable à celui qu'ils viennent de connaître avec le lait. Quelles mesures comptez-vous mettre en œuvre à cette fin ?

De gros efforts ont été faits durant les dernières campagnes agricoles pour enrayer les différentes maladies du bétail. Il semble qu'il existe encore quelques problèmes au niveau de la leucose et nous attendons avec impatience la législation annoncée déjà pour 1984. Monsieur le ministre peut-il me dire si on va bientôt pouvoir commercialiser cette viande en Belgique, comme c'est le cas dans la plupart des pays de la CEE, puisque tous les rapports affirment que cette viande est parfaitement saine ?

Au niveau de la brucellose, il semble que les mesures mises en place soient efficaces. Il existe cependant dans cette législation un non-sens auquel je vous demande, monsieur le ministre, d'être attentif. Pour toutes les exploitations, l'inspection vétérinaire délivre des attestations qui doivent accompagner la carte silhouette lors des transactions. Ces attestations sont rangées en quatre catégories : B1, B2, B3, B4. Le cheptel d'une exploitation indemne de brucellose obtient la qualification B4 et, suivant l'importance de la contamination, les bovins sont classés B3, B2 ou, au plus grave, B1.

Ce que je ne puis comprendre — et à plus forte raison les éleveurs — c'est que le bétail vacciné obtient également la qualification B3.

Cela a pour conséquence qu'aucun bovin vacciné, donc forcément indemne — sans doute ne serons-nous pas d'accord — ne peut être exporté puisqu'on exige l'attestation B4 pour l'exportation. Autre conséquence, le fermier qui introduit dans son cheptel un élément vacciné B3, même si son exploitation est saine et qu'il a dès lors la qualification B4, devient automatiquement B3.

Cet état de choses pénalise les éleveurs qui souhaitent vacciner leur bétail. Si la législation reconnaissait le bétail vacciné au même titre que le bétail indemne, je suis certain qu'on pourrait enrayer au plus vite cette maladie et éviter nombre de transactions peu souhaitables. Cette mesure permettrait aux éleveurs d'éviter souvent de gros déboires financiers et à votre département de faire quelques économies supplémentaires puisqu'une indemnisation est prévue pour toutes les bêtes qui doivent être abattues.

Je ne développerai pas longuement ce point, n'étant ni vétérinaire, ni apte à en débattre, mais après avoir consulté de nombreuses instances scientifiques, je me permets cependant d'y faire allusion.

Par ailleurs, dans le rapport du gouvernement sur l'évolution de l'économie agricole et horticole, on constate que la balance de nos importations et exportations, avec les autres pays membres de la CEE, accuse un solde négatif de 13 milliards 256 millions, soit, en quatre ans, une augmentation du déficit de plus de cinq milliards.

Monsieur le ministre peut-il m'expliquer quels sont les domaines qui provoquent un solde négatif de plus de huit millions vis-à-vis de la France et de presque onze milliards vis-à-vis des Pays-Bas ?

Ne pouvons-nous mener une action au niveau national afin de réduire ce déficit ? Les produits importés ne peuvent-ils être produits, au moins en partie, par la Belgique ?

A la lecture de ce même rapport, nous constatons que notre degré auto-provisionnement se situe à plus ou moins 50 p.c. pour les céréales, 34 p.c. pour le lin, la partie graines, 40 p.c. pour le lin, la partie paille, 55 p.c. pour le houblon, 28 p.c. pour le colza.

Ces cultures ne pourraient-elles être étendues afin de pouvoir satisfaire au besoin national ?

J'ai largement évoqué, au début de mon intervention, la situation agricole sur le plan du revenu des exploitants. Je vous rappelle que ces revenus, en termes réels, sont en baisse de 13 à 20 p.c. suivant les différents secteurs de production. Un « coup de barre » énergétique doit donc être donné dans ce sens. Vous rencontrez mon point de vue, monsieur le secrétaire d'Etat, puisque je lis à la page 38 du rapport : « Le

secrétaire d'Etat confirme que la politique des prix doit, en effet, permettre de procurer un revenu agricole raisonnable. » Je m'inquiète cependant de lire, page 39 : « ... nous pouvons considérer que les possibilités de hausse des prix sont limitées pour la prochaine campagne », et page 35, dans la rubrique de la politique agricole commune, « ... 2) Etant donné l'évolution de la situation des marchés pour certains produits, la poursuite de la hausse des revenus agricoles ne pourra être réalisée grâce à l'augmentation de la production, mais plutôt grâce à la rationalisation et à une utilisation optimale des facteurs de production. » Ces affirmations m'inquiètent et les propositions de la commission ne font que renforcer mes appréhensions.

Ce sont là des approches, valables je crois, mais pourriez-vous me dire quels types de mesures concrètes vous comptez prendre pour atteindre ces objectifs mentionnés notamment à la page 35 ?

Je vous rappelle que, pour 1983, les prix reçus par le producteur — indice relatif à l'ensemble des produits agricoles — ont subi une hausse de 6,04 p.c. par rapport à 1982, tandis que les prix payés par le producteur pour l'achat des moyens de production ont subi une hausse de 7,96 p.c. par rapport à la même année, soit une différence de 1,92 p.c.

Ne pensez-vous pas, monsieur le ministre, que la hausse des prix doit être limitée dans les deux sens et non uniquement pour les prix reçus ?

La structure même de l'agriculture rend difficile une commercialisation organisée de la production agricole. Je loue les efforts consentis dans le cadre de l'ONDAH. Toutefois, je pense que des initiatives doivent être prises afin de valoriser au mieux les produits agricoles. Et cependant, des mesures qui nous échappent mais sur lesquelles le pouvoir national peut peser, posent de nouveaux problèmes. C'est le cas notamment des abattoirs. Je sais que cela relève d'un autre département que le vôtre mais il serait souhaitable que des relations et des informations réciproques entre les deux ministères puissent être envisagées.

A propos de ces abattoirs, les normes fixées par la CEE sont sévères. Je ne critique pas les mesures prises afin d'assurer sur le plan de la consommation toutes les garanties possibles de salubrité : il y va, bien entendu, de la santé des populations.

Mais lorsqu'on examine de près les mesures imposées, on se rend vite compte qu'elles ont été concoctées par des technocrates en chambre : c'est certainement le cas pour les délais d'entrée en vigueur de ces nouvelles normes.

Ce n'est que le 10 décembre 1984 qu'une réunion s'est tenue et à laquelle participaient les représentants des régions wallonne, bruxelloise et flamande, ainsi que le directeur du service de l'Inspection du commerce des viandes, M. Van Assche. Or les abattoirs devront être en ordre pour le 1^{er} janvier 1986 s'ils veulent encore conserver le cachet d'exportation. Ce n'est pas sérieux : en effet, il est totalement impossible, pour les pouvoirs publics — et je pense, bien sûr, aux communes — d'adapter leur abattoir aux normes fixées en un an, quand on connaît la longue procédure administrative nécessaire pour qu'un dossier aboutisse : décision de principe au conseil communal, auteur de projet, avant-projet, promesse de principe, projet définitif, adjudication, approbation, promesse ferme du pouvoir subsidiant, travaux, réceptions de ceux-ci, sans compter l'une ou l'autre difficulté qui pourrait surgir entre-temps. Il est impossible que les abattoirs publics soient en ordre pour le 1^{er} janvier 1986.

Vous me direz, avec raison, monsieur le ministre, que le problème se trouve au niveau des institutions régionales. C'est vrai, mais je dois dire que celles-ci se sont trouvées, fort tard, devant les décisions de la Communauté reprises par le pouvoir national.

Aussi, je vous demande avec insistance que les délais fixés par la Communauté soient reportés d'un an au moins ; je vous demande également d'user de votre influence auprès de vos collègues du gouvernement, spécialement auprès de votre collègue de la Santé publique, ainsi qu'auprès de vos partenaires de la Communauté.

Tout le monde comprend que cette restructuration des abattoirs ne peut se faire dans l'improvisation. En effet, sur le plan strictement économique, il est de la plus haute importance qu'un outil pour la commercialisation de la production agricole tel qu'un abattoir soit maintenu dans la mesure maximale des possibilités. Le problème est énorme et ne peut être réglé en quelques mois, d'autant plus que je suppose que les normes retenues pour l'exportation seront également d'application pour la commercialisation sur le plan national.

Le maintien des abattoirs dans les régions d'élevage, qui, pour diverses raisons, notamment les quotas laitiers, s'orientent vers l'engraissement, est absolument requis. Je pourrais vous citer de nombreux exemples ; je

ne prendrai que celui de ma commune. Pour la commune de Bastogne, on compte 24 000 têtes de bétail; dans un rayon de vingt kilomètres, 105 000 têtes, soit le quart du cheptel de la province, 315 000 têtes de bétail. De plus, nous avons un marché aux bestiaux. Eh bien, je dois vous dire que nous ne pourrions pas être en règle pour le 1^{er} janvier 1986 parce que nous avons un abattoir public et, de plus, il faut encore que l'exécutif wallon se prononce: mais c'est à une autre tribune que j'aborderai ce problème, ainsi que vous pourriez me le faire remarquer avec raison.

Je vous demande d'user de votre influence auprès de vos collègues de la Santé publique et de la Communauté française.

Je ne puis terminer mon intervention sans évoquer une fois encore deux problèmes. Lors de la séance publique du Sénat, le 6 décembre dernier, à l'occasion d'une interpellation, je vous ai interrogé sur les problèmes des quotas laitiers et l'indemnisation en raison des calamités atmosphériques qui ont frappé environ 3 700 exploitations agricoles.

Pour ce qui est des quotas laitiers, je me permets de vous rappeler l'urgence qu'il y a à fixer rapidement les producteurs de lait.

Je sais que les décisions commencent à être prises, principalement pour les exploitations qui ont un plan de développement. Je tiens à vous remercier pour la diligence dont vous avez fait preuve. Il me faut cependant souligner que des situations dramatiques dont je vous avais parlé lors de mon interpellation du 6 décembre n'ont pas encore trouvé de solution. Des exploitants sont dans l'inquiétude. Ils ont dû faire le *stamping out* pour cause de brucellose; ils doivent reconstituer leur cheptel, tout en ignorant quelle quantité de lait ils pourront produire. Je vous demande, monsieur le ministre, de faire en sorte que ces dossiers soient clôturés le plus rapidement possible.

Permettez-moi de soulever encore une autre question. Je connais personnellement de nombreux exploitants agricoles qui ont joué le jeu et diminué leur production laitière en fonction des quotas fixés. Ces agriculteurs craignent qu'on tienne compte de leur production réelle au cours de l'année — production qui ne correspond pas nécessairement au quota qui sera fixé et qu'ils espèrent plus élevé — pour leur imposer un quota pour les années ultérieures.

Il serait inacceptable qu'ils soient pénalisés pour avoir joué le jeu de la diminution laitière alors que ne seraient pas pénalisés ceux qui ont spéculé, sans respecter le quota fixé. Je me permets d'insister. C'est une question d'équité.

M. Sondag. — Bravo!

M. Lutgen. — En ce qui concerne les indemnisations, je me suis réjoui de la solution que vous avez fait adopter par le Conseil des ministres comme je me suis réjoui d'entendre votre réponse à mon interpellation du 6 décembre 1984. Vous me disiez: «La procédure d'introduction des demandes d'indemnisation est élaborée en ce moment. Etant donné que le traitement des dossiers pourra se faire sur base des constats des commissions compétentes, les paiements pourront être effectués très rapidement.»

Je ne sais vraiment plus ce qu'il faut comprendre par «très rapidement». Je vous l'ai dit à plusieurs reprises: la situation des agriculteurs sinistrés est grave. Ils souffrent non seulement d'une perte de production, mais aussi d'un manque à gagner alors qu'il faut payer les engrais, les aliments pour le bétail, etc. Autant la mesure que vous avez fait prendre par le Conseil des ministres est considérée comme une bonne mesure, autant les retards apportés à la liquidation de l'indemnité peuvent avoir des conséquences graves.

Si vous me dites que vous manquez de personnel, et bien, je vous répondrai qu'il y a assez de personnes à la recherche d'un emploi qui, sous la direction de votre administration, pourraient remédier à cette carence.

Monsieur le ministre, j'ai évoqué de nombreux problèmes au cours de cette intervention: ils n'ont pas tous, bien sûr, la même importance. Je sais la sollicitude dont vous entourez la classe agricole. Je le dis, non pas pour vous faire plaisir, mais bien par conviction, les nombreux contacts que j'ai eus avec votre cabinet et votre administration m'ayant prouvé que telle était bien votre attitude.

Pour être en contact permanent avec les agriculteurs, je puis vous assurer que l'inquiétude et, pour certains, de plus en plus nombreux, l'angoisse se sont installées. Je ne veux certes pas faire de misérabilisme à ce sujet, mais une chose est certaine: la classe agricole a un besoin profond d'être fixée sur son avenir: trop souvent par le passé, les

orientations prises par la Communauté ont été rapportées, voire contre-carrées, par d'autres décisions. Une question est continuellement posée par nos cultivateurs: quelle orientation doivent-ils prendre?

Pour obtenir des subsides — ce dont les cultivateurs se passeraient bien s'ils obtenaient des prix décents et ainsi d'ailleurs, ils n'apparaîtraient plus comme de perpétuels assistés — un plan de développement est requis: c'est bien normal. Mais les investissements nécessaires à l'installation sont tellement importants — on compte par millions — qu'il est indispensable que les exploitants agricoles aient une garantie de production de 10 à 15 ans au moins. Or les perspectives de la CEE s'arrêtent à 1989.

Monsieur le ministre, la classe agricole est inquiète: Elle a un besoin légitime d'être confortée par des orientations de production à long terme. Nous comptons sur votre influence au niveau de la politique agricole commune. Je vous remercie. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vanhaverbeke.

De heer Vanhaverbeke. — Mijnheer de Voorzitter, in een afspraak van taakverdeling binnen de CVP-fractie wil ik mij beperken tot enkele specifieke punten: de personeelsbezetting in de buitendiensten, de evolutie en begeleiding grove groententeelt en een vraag tot aanvullende energiebesparingsmaatregelen.

Op een begroting van 9 640 miljoen frank voor het ministerie van Landbouw is een krediet uitgetrokken van 1097 miljoen frank voor personeelsuitgaven.

U verklaart zelf, mijnheer de staatssecretaris, in uw inleidende toelichting dat u uw beleid afstemt op een beperking van personeels- en werkingskosten. Dit ligt uiteraard in de algemene beleidslijn van de regering en verdient waardering als inbreng bij het drukken van de algemene staatsuitgaven. Er is echter de moeilijke vraag tot waar besparen kan gaan en vanwaar af het sparen dreigt om te slaan in schaden. Dit is een reden te meer om de inzet van middelen en mensen zorgvuldig af te wegen tegenover de objectieve noodzaak en het mogelijke rendement.

Het verslag van de heer Dalem heeft ons veel nuttige informatie bezorgd, zowel over het beleid en over de werking van het departement als over de spreiding van de overheidssteunmaatregelen. Het ware ook nuttig daartegenover te stellen wat de belangrijkheid van de onderscheiden productiesectoren is. Het zou dan wel minder gevoelsgeladen zijn mocht deze balans kunnen worden gemaakt per streek van voortbrenging, ongeacht het hierbij bijkomstig taalgebied waar de betrokken producent woont. Ik wil evenwel niet verdedigen dat een personeelsbezetting in de buitendiensten direct evenredig moet zijn met de belangrijkheid van productie.

Ik neem goed aan dat een coëfficiënt wordt toegepast naargelang van de oppervlakte van het werkgebied, dat een coëfficiënt wordt toegepast omdat een bepaalde produktietak in dat gebied moet worden gepropageerd, of omdat de producenten in sommige streken niet zo best georganiseerd samenwerken.

Maar toch vraag ik een minimum aan objectiviteit en verhouding, want de scheefgroei is enorm. Uiteraard zal dit pleidooi eindigen met uw verantwoorde aandacht te vragen voor de belangen die ik meen speciaal te moeten behartigen. Uiteraard is mijn pleidooi bedoeld voor die ene provincie waar praktisch 50 pct. van de varkensstapel gekweekt wordt.

Uiteraard is mijn pleidooi bedoeld aandacht te vragen voor de provincie waar 60 pct. van de industriegroenten en diepvriesgroenten worden geproduceerd. De investeringen, de produktiewaarde en het uitvoercijfer van beide genoemde sectoren lopen op tot in de miljarden.

Mijn vraag daaromtrent is of uw buitendiensten opgewassen zijn en blijven om de vele vragen die hun gesteld worden te ondervangen. Ik wil geen parodie maken op een onderlinge vergelijking van de Belgische provincies op gebied van landbouw, veeteelt en tuinbouw. Toch is mijn stellige indruk dat het personeelskader eerder is bepaald door een voorgedrukt administratief schema, dan naar de levende werkelijkheid en de reële behoefte.

Ik ben erover bezorgd dat overbezette ambtenaren, bovendien meermaals administratief te slecht geëquipeerd, aan deze boeren en tuinders niet kunnen geven, noch wat zou moeten gegeven worden noch wat zij zelf zouden willen geven. Het is toch abnormaal en onaantvaardbaar dat dossiers meer dan een vol jaar op behandeling moeten wachten. Er dreigt een reël gevaar dat de voorlichting te sterk naar geprivatiseerde en dus

belangengerichte instanties gaat, dat dossiers niet vlot kunnen worden afgewerkt, dat de invloed van de rijksambtenaar gemarginaliseerd wordt. Ik wens hulde te brengen aan de deskundigheid, de ijver en de toewijding van de rijksambtenaren in buitendienst. Ik wilde alleen erop aandringen dat zij hun taak verder volwaardig kunnen uitoefenen.

Een tweede punt waar ik bijzonder uw aandacht wil voor vragen, is de explosieve uitbreiding van de produktie en verwerking van industrieën diepvriesgroenten. Dit is een echte aanwinst. Met een eerder beperkte kapitaalinzet wordt hier een enorm arbeidsaanbod geschapen. De overheidssteun ter zake is vrijwel nihil. Deze groei is zodanig snel dat een ieder zich enorm vlug dient aan te passen. Daarom dring ik aan op een extra inspanning opdat van overheidswege niet achter wordt gebleven.

Ik beperk mij tot een opsomming van enkele vragen als voorbeeld.

Kan een inlandse zaaizaadwinning worden «gepromoot» via wetenschappelijke begeleiding en garantiecontrole?

Kan sneller worden ingespeeld op de overrompelende vraag en aanbod van de plantenziektenbestrijdingsmiddelen in deze sector via vlotte erkenning van die middelen?

Worden mogelijk onvoldoende bezette teeltgebieden aan voorlichting worden gedaan om deze interessante teelten ingang te laten vinden?

Wat kan worden ondernomen tegen bodemaandoening en bodemmoeheid?

Welke taak heeft uw departement tegenover de diepvriesbedrijven? Het gaat hier inderdaad in hoofdzaak om familie, vanuit landbouw gestarte ondernemingen, die zich meestal meest verwant voelen met de landbouw.

Welke taak van begeleiding heeft uw departement om de kwaliteitswaarborg voor de verbruiker te garanderen?

Mijn laatste vraag is die naar de mogelijkheid van voortzetting van de energiemaatregelen. Het is een prestatie dat u erin slaagde bijna 30 000 bedrijven te betrekken in dit programma. Deze opzet was niet alleen groots: hij is ook verantwoord en geslaagd. Moet dit programma nu definitief stilvallen? Er zijn verschillende gevallen die om allerlei redenen niet kunnen worden ingeschakeld. Soms ging het om bedrijfs-technische redenen, maar ook meermaals om louter administratieve vertraging bij het bekomen van een bouw- of uitbatingvergunning.

Er zijn twee supplementaire argumenten pro, die aan de vroegere redenen kunnen worden toegevoegd. Er is een deels de scheefgetrokken concurrentiesituatie door de kunstmatige prijsbepaling van het Nederlandse aardgas en er is anderdeels de extra strenge winter die voor velen een financiële ramp betekende.

Mijnheer de staatssecretaris, gaarne wil ik mijn vertrouwen in uw beleid bevestigen en uw begroting goedkeuren.

Ik hoop stellig dat u ook ditmaal met onze vragen en opmerkingen welwillend zal rekening houden. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Eicher.

M. Eicher. — Monsieur le Président, à l'occasion de la discussion du budget 1985 de l'agriculture, je me permets, une fois de plus, de dénoncer la politique défavorable aux régions wallonnes et germanophones du secrétariat d'Etat.

Dans le cas des quotas laitiers, le secrétaire d'Etat n'hésite pas à manipuler les chiffres afin que l'application de ces quotas soit favorable à la Flandre. (*Protestations sur divers bancs.*)

Cela est bien vrai et a été prouvé à maintes reprises.

M. Lagae. — Prouvez-le maintenant, si vous le voulez bien!

M. De Keersmaecker, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture, adjoint au ministre des Relations extérieures. — Il faudra le prouver aujourd'hui. J'écoute...

M. Eicher. — Vous les aurez. L'année 1983 comme référence de production est nettement plus favorable au Nord du pays.

De plus, le secrétaire d'Etat refuse toujours de tenir compte de la spécificité d'herbage obligé de certaines régions de l'Est et du Sud du pays. Si les agriculteurs de ces régions herbagères doivent abandonner la production laitière, ils ne pourront plus rien produire d'autre sur les terres, ni du moins rien d'aussi rentable.

Le projet de budget prévoit, en effet, un montant de 2 250 milliards de francs pour la restructuration du secteur laitier. En Wallonie surtout, ces primes de cessation à la production risquent, de se traduire par un démantèlement du secteur.

Vu l'âge moyen des agriculteurs — 50 p.c. ont plus de 55 ans —, c'est surtout l'incertitude de la succession qui doit être prise en considération. L'honorable orateur qui m'a précédé vient d'approfondir les chiffres; je ne les analyserai donc plus.

En 1955, des primes à la cessation de la production fruitière ont donné des résultats désastreux en région liégeoise. En effet, à cette époque, 30 p.c. des exploitations fruitières étaient situées dans la province de Liège, alors que 24 p.c. seulement se trouvaient dans le Limbourg. Aujourd'hui, en 1985, la situation est complètement renversée. La province de Liège ne possède plus que 6 p.c. des exploitations fruitières en Belgique, alors que le Limbourg en possède 50 p.c. Du côté wallon, des primes de démantèlement ont été allouées; de l'autre côté de la frontière linguistique, ce sont plutôt des primes à l'encouragement des plantations qui furent accordées. Je crains fort que cette politique soit la même pour le secteur laitier. Tous les ministres responsables de nos secteurs économiques ont la fâcheuse tendance de privilégier systématiquement une région du pays au détriment de l'autre, la Flandre au détriment de la Wallonie.

De heer Lagae. — Goed luisteren, mijnheer Capoen!

M. Eicher. — Ce fut le cas en sidérurgie, où Cockerill est sacrifié au profit de Sidmar. C'est le cas, également, nous venons de le voir, des exploitations fruitières. Cela sera certainement le cas une fois de plus de la production laitière. Nous ne pouvons accepter cette situation.

M. Lagae. — Voilà!

M. Eicher. — La consommation wallonne de lait est largement supérieure à sa production. Comment se fait-il alors, qu'on impose encore des quotas restrictifs à ces agriculteurs? Notre dépendance, en la matière, va s'accroître tant vis-à-vis de l'autre région du pays que vis-à-vis de l'étranger.

Cette injustice est d'autant plus criante quand on sait que la famine sévit dans plusieurs endroits du monde dont l'Ethiopie, et autres pays d'Afrique centrale. Plutôt que d'obliger les agriculteurs européens à réduire leur production, ne serait-il pas plus sage, plus logique, de dépenser l'argent prévu à la restructuration pour l'achat, le conditionnement et l'expédition de lait qui fait tellement défaut aux habitants du tiers monde? La conservation du lait sous forme de liquide est valable pour plusieurs mois. Il est vrai qu'il faut que ce soit l'initiative privée qui agisse pendant qu'on déverse les excédents à la décharge publique.

La régionalisation de l'application des quotas laitiers est autorisée par la réglementation européenne. Pourquoi refusez-vous que ce système soit appliqué en Belgique? M. le secrétaire d'Etat prétend que cette solution est irréaliste. Dois-je vous rappeler, monsieur De Keersmaecker, que le grand-duché de Luxembourg est un Etat souverain qui est bien plus petit que la Wallonie ou la Flandre. Pourtant cet Etat applique, comme la Belgique, le système des quotas.

Ce qui se fait au Grand-Duché pourrait se faire également en Wallonie ou en Flandre, d'autant plus que la région herbagère Luxembourg-Est de la Belgique se trouve exactement dans les mêmes conditions de pénible exploitation agricole que celles du Grand-Duché. A la vérité, vous ne pouviez accepter cette hypothèse car vous ne pouviez refuser une telle aubaine à vos amis d'une certaine organisation agricole.

M. Smeers. — Laquelle?

M. Eicher. — *Le Boerenbond.*

Ensuite, quand l'action délibérée de l'homme ne met pas en péril l'agriculture de notre région, c'est la nature qui frappe, parfois violemment. C'est le cas des intempéries de l'automne dernier dans le Luxembourg. Dans ce cas, aussi, l'homme peut aggraver l'action dévastatrice des éléments naturels. L'indemnisation des agriculteurs sinistrés de ces régions est, en effet, totalement insuffisante. Les «23 000 francs» à l'hectare ne couvrent pas la perte de production et les coûts d'exploitation des terres sinistrées.

La situation déjà difficile des agriculteurs, des jeunes en particulier, qui ont investi des sommes importantes dans leur exploitation, risque de devenir intenable. Si, messieurs les membres du gouvernement, vous ne voulez pas dégoûter les jeunes agriculteurs et assassiner les exploitants

aux petits revenus, il est impératif que vous leur accordiez une indemnité plus importante car elle ne correspond même pas au bénéfice semi-brut par hectare tel que le calcule votre collègue des Finances.

Le budget de l'Agriculture est en grande partie lié aux décisions européennes. Les directives communautaires de 1984 assassinent la plupart des agriculteurs wallons et de la région germanophone.

Les applications de ces directives, prises au niveau de la Belgique achèveront les autres. Quel beau travail! Dans ces conditions, et pour des raisons que je viens d'exposer, je ne puis que voter contre le projet 1985 du budget de l'Agriculture. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De heer Van Nevel. — Dat is nieuws!

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Marmenout.

De heer Marmenout. — Mijnheer de Voorzitter, waar het vandaag naar ons gevoelen, in hoofdzaak op aankomt is het zoeken naar middelen en maatregelen om de bedrijfszekerheid van de familiebedrijven te waarborgen, het herstel van een optimale landbouwstructuur in de hand te werken en een zo ruim mogelijke werkgelegenheid in land- en tuinbouw en visserij te handhaven. In de regeringsverklaring worden de doelstellingen van het nationaal landbouwbeleid trouwens in die zin geformuleerd.

De bedrijfszekerheid is ongetwijfeld het probleem waarover land- en tuinbouwers zich hoe langer hoe meer zorgen beginnen te maken. Reeds jaren horen zij onder andere spreken over de hervorming van de pachtwet en vragen ze zich dan ook terecht af wanneer uit de talrijke voorstellen tot wijziging eindelijk een evenwichtige pachtwetgeving zal kunnen worden gekristalliseerd en dat wordt inderdaad de hoogste tijd nu elkeen intussen wel heeft kunnen vaststellen dat toen, op 18 oktober 1979, het wetsvoorstel-Baldewijns tot herziening van de pachtwet werd ingediend, de verpachters al gauw doorhadden dat daarmee een einde zou worden gemaakt aan verschillende misbruiken die, in de loop der jaren, in de huidige pachtverhoudingen waren binnengeslopen.

Vooraf de opzeggingsmogelijkheid voor «eigen gebruik», het belangrijkste instrument dat de bedrijfszekerheid van de pachter in het gedrang brengt, zou sterk beperkt worden. Intussen zijn nu vijf jaar verstreken en de verpachters, die zich in hun vrijheid bedreigd voelden, hebben al die jaren de gelegenheid gehad om nieuwe uitwijkmogelijkheden te zoeken. Het uitzetten van de pachter voor het zogenaamde «eigen gebruik» is erger geworden.

In het vooruitzicht van een strengere pachtwet zochten heel wat verpachters hun grond vrij van pacht te maken. Waar gronden vrijkwamen door bijvoorbeeld stopzetting van bedrijf, werd niet opnieuw verpacht. In sommige gevallen werden zelfs opzeggingsgelden gedaan voor eigen gebruik zonder dat de verpachter over de nodige landbouwkennis, noch over de nodige uitrusting beschikte.

Het is dan ook niet te verwonderen dat, tussen 15 mei 1982 en 15 mei 1983, opnieuw 4 360 ha landbouwgrond uit gebruik werden genomen. De voorgaande jaren verminderde de betaalde oppervlakte zelfs jaarlijks met aan en om de 10 000 ha. Die bestendige inkrimping van het landbouwareaal werkte dan ook grote bezorgdheid.

Maar ook sommige pachters zijn medeverantwoordelijk en hebben gemeend die afbraak van het pachtstelsel nog een handje te moeten toesteken. Als voorbeeld willen wij ons hier beperken tot een element dat in de melkveehouderij een rol heeft gespeeld en mede heeft bijgedragen tot de ontkrachting van de huidige pachtwet. Wij bedoelen de sterke, in sommige gevallen overdreven, uitbreiding van de melkveehouderij door het opdrijven van het aantal koeien. Sommige zijn zo ver gegaan dat een gezonde verhouding, aantal koeien/aantal hectaren, totaal is teloorgegaan. Daar stond men dan voor deze keuze: ofwel enorme hoeveelheden krachtvoer aankopen, ofwel op een of andere manier, aan meer groenvoer zien te geraken.

Het is die sterke vraag naar groenvoer die mede aanzienlijk heeft bijgedragen tot een ontwrichting van de pachtverhoudingen. De sterke vraag naar mais en de daarmee gepaard gaande gevoelige uitbreiding van de maïsenteelt hebben velen een welkome uitweg geboden en het pachtstelsel nog verder ondergraven. Die sterke behoefte aan groenvoer heeft sommige veehouders ertoe gebracht indrukwekkende bedragen te gaan bieden aan collega's, aanvankelijk om mais te kopen, maar al

gauw om de grond zelf te verwerven, waarop zij dan zelf maïs gingen verbouwen.

Wij houden het hier bij dit ene voorbeeld, alhoewel het afstaan van land, welke naam men daar ook aan probeert te geven, ook gebeurt aan fabrieken en handelaars. Heel wat van de zogenaamde seizoencontracten zijn niet zuiver op de graat, gezien het in veel gevallen gaat om een verdoken onderverpachting die, als ze kan worden bewezen, aanleiding kan zijn voor pachtverbreking.

Het is dan ook de hoogste tijd dat de pachtwet herzien wordt en de gaten worden gedicht. Hiermee bedoelen wij niet alleen de misbruiken van de verpachters maar ook de misbruiken aan pachterszijde. Het pachtstelsel in onze landbouw is te kostbaar om het, van welke zijde dan ook, te laten ondergraven.

Het is de taak van de overheid zowel de pachter als de verpachter tegenover zichzelf en tegenover elkaar te beschermen.

Voor de pachter een pacht met voldoende bedrijfszekerheid, gewaarborgd door een aangepaste wetgeving — voor de verpachter een redelijk rendement van zijn belegging in gronden.

Tijdens een persconferentie op 30 januari 1984 verklaarde de staatssecretaris in dat verband het volgende: «Ook de regeringsverklaring heeft de aanpassing van de pachtwet als prioritaire objectief voorzien. In de regeringsmededeling van 16 maart 1983 wordt nogmaals bevestigd dat de wijziging van de pachtwetgeving snel moet verwezenlijkt worden ...»

Hoe prioritaire en hoe snel er aan die herziening is gewerkt, blijkt uit het feit dat, met de vijfde verjaardag van het indienen van het eerste voorstel in 't zicht, een soort van mirakel nodig was om de commissie, die, sinds 13 oktober 1983, niet meer bijeen was geweest, op 26 september 1984, terug samen te roepen en opnieuw dapper te beginnen met de bespreking van artikel 3. Na vijf jaar, voorwaar een hele prestatie!

Bij de bespreking van de begroting van Landbouw 1984 sprak de staatssecretaris nog de hoop uit dat de aanpassing van de pachtwet zo snel mogelijk zou worden afgehandeld. Onze fractie en de boeren hopen nu al vijf jaar op een evenwichtige aanpassing van de pachtwetgeving, mijnheer de staatssecretaris. Hopen volstaat echter niet en lost zeker niets op. Wel zou dringend iets moeten worden gedaan aan het huidige status-quo waarvan iedereen nu wel op de hoogte is: PRL en PSC remmen af, de CVP ligt er niet wakker van en de PVV zit er gezellig bij en doet niets.

Zolang u er niet in slaagt, mijnheer de staatssecretaris, de meerderheidsfracties tot een constructieve bespreking te brengen, zal er in het jaar 2000 nog geen einde zijn gemaakt aan de martelgang van de pachtwetwijziging, waar de landbouw nu, sinds jaren, op wacht.

Om de bedrijfszekerheid optimaal te waarborgen zou men eigenlijk over een soort van kadaster van het grondgebruik moeten kunnen beschikken, een officieel orgaan dat wij de pachtbank zouden kunnen noemen en dat zou zorgen voor de verpachting op een wijze die vanuit het oogpunt landbouwstructuur te verantwoorden is. Wij denken aan een organisme dat als tussenpersoon zou optreden tussen pachter en verpachter en waarbij alle te verpachten gronden, ook die van de openbare besturen, en elke wijziging in gebruik zouden moeten worden aangegeven. Ook de braakliggende gronden en die welke reeds een andere dan een landbouwbestemming kregen als industrie- of bouwgrond of braak liggen, zouden via de pachtbank, of noem het een grondkamer zoals in Nederland, terug ter beschikking van de landbouw kunnen worden gesteld tot zij voor het beoogde doel werkelijk in gebruik moeten worden genomen.

De pogingen om de bedrijfsgrootte te beperken en het terug in cultuur brengen van braakliggende gronden — wij denken hier aan de wet-Sondag-Van Nevel — zouden zonder moeite kunnen worden ingepast.

Dank zij dergelijke pachtbank zouden de pachtvoorwaarden niet langer worden bedongen tussen eigenaar-verpachter en pachter. De pachter zou te maken hebben met de pachtbank die dan de zaak zou afhandelen met de eigenaar. Er zouden geen zakelijke banden meer bestaan tussen pachter en eigenaar. De betalingen zouden gebeuren via de pachtbank. Betwistingen in verband met het al of niet afleveren van kwitanties, duur van de pacht, drempelvergoedingen, zwarte pachten en heel wat andere zaken zouden daarmee van de baan kunnen zijn.

Gezien geen gevaar meer zou bestaan voor verdoken pachtprizen, zouden de pachtprizen voor gronden aangegeven bij de pachtbank,

verhoogd kunnen worden. Wij stellen ons voor dat de pachter die dan niet langer afhankelijk is van de willekeur van de eigenaar, daar geen bezwaren zal tegen hebben. De huidige pachtwet laat trouwens reeds pachtverhoging toe voor pachten van achttien jaar en er zijn ook wetsvoorstellen die voor langere pachten, dat wil zeggen voor grotere bedrijfszekerheid, een hogere pacht prijs willen toelaten.

Het resultaat daarvan zou zijn: een heel wat interessanter opbrengst voor de eigenaar, een verhoging weliswaar van de pacht prijs voor de pachter, maar daartegenover een veel grotere bedrijfszekerheid. Allemaal elementen die kunnen bijdragen tot het verstevigen van het nu bedreigde pachtstelsel. De SP zal trouwens binnenkort een voorstel tot oprichting van een pachtbank bij de Kamer indienen.

Wat de begroting zelf betreft, mijnheer de staatssecretaris, zijn er nog enkele problemen die wij zeer graag opgehelderd zouden willen zien.

De toelage ter dekking van de administratieve kosten aan de Belgische Dienst voor bedrijfsleven en landbouw bedraagt 57,4 miljoen, artikel 32.55. De dienst was, enkele jaren terug, gestart met het opzetten van een afvalstoffenbeurs. Het was de bedoeling door het inwinnen en door het verstrekken van informatie van en aan bedrijven die afvalstoffen produceren of verder kunnen verwerken, een soort van markt of beurs in recupererbare of verder verwerkbare afvalstoffen in het leven te roepen.

Het zou ons interesseren te vernemen, mijnheer de staatssecretaris, of de afvalstoffenbeurs nog steeds tot de activiteiten van de BDBL behoort. Indien dit het geval is, dient te worden opgemerkt dat, sinds de regionalisering, het afvalstoffenbeleid onder de bevoegdheid van de gewesten ressorteert. Gezien de oprichting en de voortreffelijke werking van de Vlaamse Afvalstoffenmaatschappij (Ovam) is het wenselijk dat het opzetten van een afvalstoffenbeurs overgelaten zou worden aan de gewestelijke instellingen. Indien de werkings- en administratieve kosten van een afvalstoffenbeurs nog begrepen zouden zijn in de toelage aan de BDBL zouden, zo menen wij toch, deze kredieten moeten worden geschrapt.

Artikel 41.20 voorziet in uitgaven van alle aard in verband met de wetten op de ruilverkaveling der landbouweigendommen, met inbegrip van de financieringslasten van deze uitgaven, voor een bedrag van 672,6 miljoen of een vermeerdering met 44,7 miljoen ten opzichte van 1984.

De nationale maatschappij, die de beschikking krijgt over deze voor-schotten, is echter niet alleen actief op het vlak van de ruilverkaveling, maar ook op het vlak van de huisvesting. Uit de resultatenrekeningen die door de nationale maatschappij gepubliceerd worden, is echter niet op te maken hoe en in welke mate de opsplitsing gebeurt van de bezoldigings- en administratiekosten tussen de activiteiten ruilverkaveling, vroeger Landbouw, en huisvesting, vroeger Openbare Werken. Het zou onze fractie genoegen doen, mijnheer de staatssecretaris, indien ons een duidelijk overzicht zou kunnen worden gegeven van de opsplitsing tussen de bezoldigings- en administratiekosten van de activiteiten ruilverkaveling en huisvesting van de NLM.

Rekening houdend met de nakende afschaffing van enkele parastatalen, waaronder, als wij ons niet vergissen, de NLM en de oprichting van gewestelijke instellingen is het aangewezen dat een duidelijke opsplitsing gemaakt wordt inzake administratie- en werkingskosten, personeelskosten en de middelen — kapitaal en infrastructuur — en dat niet alleen op het vlak van de activiteiten maar ook op het vlak van de gewesten.

De gewesten die geacht worden in de toekomst eigen instellingen met autonoom beheer op te richten dienen te worden ingelicht, dachten wij, nopens personeel en middelen waarover zij zullen kunnen beschikken. Heeft de heer staatssecretaris al stappen ondernomen om de NLM er toe aan te zetten ter zake inventarissen en voorstellen uit te werken en kunnen wij eventueel over die gegevens beschikken?

In de begroting vinden wij trouwens nog diverse posten die betrekking hebben op toegepast wetenschappelijk onderzoek van geregionaliseerde sectoren (artikel 12.40 en 12.60). Wij vermelden onder meer uitgaven voor wetenschappelijk onderzoek door werkgroepen op private onderzoekscentra, zoals het studiecentrum voor landelijke infrastructuur, studie voor de bestrijding van de schade veroorzaakt door spreuwen en studie van de bosbouwmechanisering.

Het Rijksstation voor bos- en hydrobiologisch onderzoek te Groenendaal wordt nog volledig gefinancierd via nationale middelen.

Verscheidene rijksstations, populierenteelt, landbouwtechniek, verichten hoofdzakelijk wetenschappelijk onderzoek inzake geregionaliseerde sectoren zoals onder andere bosbouw en waterhuishouding van landbouwgronden.

Wanneer zal de heer staatssecretaris de nodige stappen ondernemen om middelen, personeel en infrastructuur naar de gewesten over te hevelen?

En tenslotte wordt bij de bijzondere ontvangsten van het Landbouwfonds een bedrag van 335,4 miljoen ingeschreven als bijstand van het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de landbouw, afdeling oriëntatie, voor door België gedane uitgaven, artikel 66.02.B.

Het is ons bekend dat onder de door de EOGFL gesubsidieerde projecten er verschillende voorkomen die geregionaliseerde materies betreffen, onder andere ruilverkaveling. Kan de heer staatssecretaris ons mededelen of de bijstand van het EOGFL voor projecten die tot de bevoegdheid van de regio's behoren, ter beschikking worden gesteld van de gewesten? Indien ja, hoe en in welke mate?

Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, geachte collega's, het is voor de hand liggend dat een Blankenbergenaar de zeevisserij onmogelijk onaangeroerd kan laten. Hoewel de sector zeevisserij in het geheel van de Belgische economie slechts een minuscuul radertje is, mag zijn belang geenszins worden onderschat. Want inderdaad zijn binnen- en buitenlandse handel en visverwerkende industrie rechtstreeks met de visserij en de visaanvoer verbonden. Een groot aantal bedrijven en instellingen, zoals onder andere haveninrichtingen, dokken, scheepswerven, metaalconstructie, machinebouw, tuigage, koelnijverheid, spoorwegvervoer, brandstofleveranciers en zo meer, werken gedeeltelijk of geheel voor het visserijbedrijf, een sector die rechtstreeks en onrechtstreeks inkomsten verschaft aan een 20 000 gezinnen.

In zijn nieuwjaarsboodschap aan reders en vissers verheugt de Eerste minister er zich over dat de vooruitzichten voor de activiteiten van de zeevisserij eerder rooskleurig zijn. Wij moeten inderdaad vaststellen dat, ondanks de crisis, de zeevisserij, een bedrijfstak met uitgesproken familiaal karakter, fundamenteel gezond en levenskrachtig is. In 1983 kon, bij gelijkblijvend vangstvolume, het jaar worden afgesloten met een totale brutobesomming van 2 623 miljoen of een stijging van 11 pct. ten opzichte van 1982. Voor 1984 wordt de brutobesomming geraamd op 2 750 miljoen, of een bescheiden groei van 5 pct. Daarbij dient echter te worden opgemerkt dat een globaal produktievolume ongeveer 3 pct. lager zal liggen dan in 1983, wat een stijging van de gemiddelde vis prijs met zich zal brengen van aan en om de 8 pct.

In werkelijkheid was 1984 voor de visserij een jaar zoals er vele zijn geweest, een jaar van hard knokken om overeind te blijven. Inderdaad, schijn bedriegt en onder het roze dekzeil van de Eerste minister schuilt nog heel wat dat overboord zou moeten. Ook in 1984 lieten de zeer hoge uitbatingskosten van de behaalde «mooie brutobesommingen» niet genoeg over om te kunnen zeggen dat het een goed jaar was. Wij doen dus niet zoals de Eerste minister want wij beseffen dat, als te hard met de vlag wordt gezwaaid, de stok wel eens zou kunnen afbreken.

Leven en werk van visser en reder worden alom gewaardeerd ... en terecht. Hun arbeid is inderdaad niet te vergelijken met om het even welk ander werk. Zij zijn onderhevig aan natuurelementen en andere factoren waar zij niet de minste vat op hebben, zoals scheepsrampen, olievervuiling, lozen van radioactief afval enzovoort, waarvan zij de eerste slachtoffers zijn. Het wrak van de *Mont-Louis* kan bijvoorbeeld voor heel wat hinder zorgen voor de kustvisserij en het zou ons dan ook interesseren te vernemen, mijnheer de staatssecretaris, hoever de bergingswerken thans gevorderd zijn. En toch hebben die meestal kleine artisanale bedrijven, ondanks de crisis en de onberekenbare risico's, de moed opgebracht, in de loop van de voorbije twee jaren voor bijna 2 miljard te investeren.

Het veilig stellen van de tewerkstelling en het beveiligen van de inkomens van reders en vissers, handelaars, nijveraars en werknemers zijn primordiale voorwaarden om de leefbaarheid van de bedrijven te bestendigen. Van uitzonderlijk belang daarbij is het in-stand-houden van de vissersvloot, het vlot waarop de gehele bedrijfskolom drijft. Onze vissersvloot is verouderd en dient dan ook dringend te worden gemoderniseerd. In dat opzicht stellen wij vast dat, in de periode 1976-1979, slechts één nieuwgebouwd vaartuig aan de vloot werd toegevoegd. In de daaropvolgende vier jaren werden echter eenentwintig moderne middenslagtreilers in de vaart gebracht en zeven in 1984. Deze nieuwbouw is essentieel voor de instandhouding van het visserijbedrijf en de leefbaarheid van de bestaande rederijen.

In de visserijsector heerst een opnieuw aangewakkerde ondernemingsgeest die zeker niet mag worden afgeremd. Door de vroegere slooppremie en de nieuwe beëindigingspremie werden en worden heel wat oudere en minder rendabele vaartuigen aan de vloot onttrokken. Dit komt weliswaar de globale rentabiliteit van het bedrijf ten goede, doch het totaal aantal vaartuigen dient, hoe dan ook, op peil te worden gehouden.

Ondanks de nieuwbouw is dit aantal systematisch geslonken. Ter illustratie: voor de periode 1960-1983 viel het aantal schepen in Oostende terug van 192 op 73 en in Zeebrugge van 164 op 98, of voor beide havens samen een vermindering van het vlootbestand van 356 in 1960 tot 171 in 1983. De hele vloot telt vandaag 201 vaartuigen.

Dat er voldoende exploitatieruimte bestaat voor de vloot en zelfs voor haar expansie blijkt nochtans overduidelijk uit onze grote afhankelijkheid van invoer van vis en visserijproducten om aan de binnenlandse vraag te kunnen voldoen. De eigen aanvoer bedroeg in 1983 amper 22 pct. van het binnenlands verbruik. Zowat drie vierde van de Belgische invoer is afkomstig uit andere Europese landen. Onder druk van de beperkende quota evolueerde het visserijbeleid echter naar het nastreven van een capaciteitsbeheersing van de vloot. Voor de bokkenvaartuigen werd, in relatie met de platvisquota, het motorvermogen afgesteld op 65 000 PK en het effectief vermogen van elk nieuw gebouwd bokkenvaartuig op maximaal 1 200 PK. Binnen het beleid van capaciteitsbeheersing is van nu af dit soort van visserij slechts mogelijk wanneer ruimte wordt geschapen door sloop of verkoop aan een niet-EEG-Lid-Staat. Net als vorig jaar zouden wij hier willen waarschuwen voor eenzijdige vernieuwing van de vloot en het daaraan verbonden gevaar. Toen ook hebben wij gewezen op de verouderde kustvloot, die dringend nood heeft aan nieuw bloed.

Wij dringen dan ook aan op een voordelige kredietregeling wat de nieuwbouw betreft, en zo mogelijk ook kredietmogelijkheid bij aankoop in het buitenland, gezien op de eigen markt dergelijke vaartuigen vrijwel niet te vinden zijn. Het is dan ook wenselijk dat wanneer hiervoor vergunningen worden verleend meteen ook de mogelijkheid zou geschapen worden voor kredietverlening.

Dezelfde opmerking geldt voor de bordenvisserij. Wil men consequent blijven, moet ook de vernieuwing in de categorie van de plankenvaartuigen worden aangemoedigd, onder vorm eveneens van gunstiger kredietvoorwaarden bij nieuwbouw en desnoods bij invoer van een modern plankenvaartuig. Uiteraard blijven wij steeds voor eigen nieuwbouw opteren, maar het zou wenselijk zijn in dergelijke mogelijkheid te voorzien. Elk geval kan afzonderlijk worden onderzocht en dergelijke maatregel zou, in elk geval, voorbehouden moeten blijven aan gevestigde reders, jonge schippers en motoristen.

Tevens wordt vastgesteld dat ook garnaalscheepjes regelmatig verdwijnen zonder te worden vervangen. Het is beslist de moeite waard dat ook deze tak van onze vloot blijft bestaan. De bouw kan worden gestimuleerd door het toekennen van een groter kredietbedrag tegen een lagere rentevoet.

Nieuwbouw en levensvatbare bedrijven zijn uiteraard ook een waarborg voor tewerkstelling aan boord, op de scheepswerven, in de aanverwante bedrijven, handel en visverwerkende nijverheid. En hoewel in de visserij momenteel geen werkloosheid heerst, is het niet allemaal goud dat blinkt.

Sinds jaren worstelt de visserij met de hoge exploitatiekosten, inzonderheid met de brandstofprijzen, zoals elkeen trouwens. Er is echter een uitgesproken verschil: een visser moet naar zijn visgrond en liefst zo snel mogelijk. Vissen betekent een net voortslepen en dat kost energie ... dure energie.

Bovendien beschikken wij slechts over een kleine kust en onze vissers zijn derhalve aangewezen op vreemde wateren, verre afstanden en dus meer risico's. De prijs van de stookolie stijgt aanhoudend en in de mijn stagneren de visprijzen. Van de bekomen prijs moet nagenoeg 40 pct. aan brandstof worden besteed. Tussen 30 à 35 pct. gemiddeld gaat naar de lonen en dan pas beginnen de andere kosten.

Ook uw diensten zullen moeten bevestigen dat het probleem zeer acuut is. In dergelijke omstandigheden voor tewerkstelling blijven zorgen verdient aanmoediging. Wij dringen dan ook aan op bijkomende steunmaatregelen, zoals bijvoorbeeld, het toekennen van een tewerkstellingspremie op basis van het aantal opvarenden.

Ook fiscaal zijn reder en visser benadeeld ten opzichte van andere categorieën en ten opzichte van hun collega's in het buitenland. In Nederland bijvoorbeeld, is de fiscale druk voor de reder, die er een speciale fiscale aftrek geniet, minder zwaar. Een gelijkaardige regeling ware zeker een niet te onderschatten stimulans voor het visserijbedrijf.

De visser verdient goed, wat normaal is, gezien hij heel wat meer uren presteert dan een arbeider aan de wal en dan nog in niet te vergelijken omstandigheden. Sociaal leven kent hij niet, want ook zon- en feestdagen worden vaak op zee gesleten. Maar ook hij geniet geen enkele fiscale inschikkelijkheid. Een groot deel van zijn loon vloeit af naar de fiscus. Een

speciaal fiscaal statuut zou dat specifieke beroep zeker aantrekkelijker maken.

Het is ons bekend dat de fiscale kwestie ter sprake is gekomen ter gelegenheid van het koninklijk bezoek te Nieuwpoort aan de visserij, in juni vorig jaar, waar u trouwens aanwezig was, mijnheer de staatssecretaris. Wij hopen dan ook dat u bij de minister van Financiën sterk zult willen aandringen om de fiscale druk in de sector, zowel voor visser als voor reder, enigszins te verlichten.

Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, geachte collega's, onze vissers, vooral de Nieuwpoortse kustvissers, klagen — terecht menen wij — over de arrogantie waarmee vreemde vaartuigen, vooral Nederlandse schepen met motorvermogen en tonnemaat die veel hoger liggen dan toegelaten is, in de twaalfmijlenzone komen vissen. Wij beschikken slechts over een kleine maar een belangrijke kustzone. Voor een aantal vissoorten zijn onze kustwateren ware opgroeikamers die later de gehele Noordzee bevoorraden. Ter bescherming van onze visstocks en het broodwinningsgebied van onze eigen kustvissers dringen wij dan ook aan op een degelijker en scherper controlesysteem om de Hollandse tongkapers uit de twaalfmijlenzone te houden.

Nu Nederland onlangs zijn eigen exclusieve twaalfmijlenzone heeft vastgelegd, vragen wij ons bovendien af of het ook niet voor ons de hoogste tijd geworden is om tot deze maatregel over te gaan. In dat verband zijn met onze burens trouwens moeilijkheden te verwachten omtrent de jurisdictie aan en om de Wielingen.

En nu wij het toch over onze noorderburen hebben, zou het ons interesseren te vernemen wat de staatssecretaris er nu precies heeft toe aangezet om Nederland 1 000 ton, dit is 20 000 bennen kabeljauw cadeau te doen. De overeenkomst wordt officieel een ruil genoemd omdat de Nederlanders beloven volgend jaar eventueel een deel van hun haringquotum aan België af te staan, wat nogal verwondering wekt, gezien volgens het Noors Zeevisserijinstituut volgend jaar een uitzonderlijke haringvangst mag worden verwacht.

Naar verluidt zou ook als reden het streven van de overheid worden aangevoerd om de verboden Nederlandse vaartuigen uit onze kustzone te houden. Een Lid-Staat geschenken moeten aanbieden om zijn onderdanen ertoe te bewegen de wettelijke bepalingen na te leven, ware toch wel kras. Vooral het feit dat reders en vissers over deze ruil niet geïnformeerd, laat staan geraadpleegd werden en dat zij de beslissing via de nieuwsmedia moesten vernemen, is de sector in het verkeerde keelgat geschoten, des te meer daar op dat moment in de Belgische vismijnen een stijging van de kabeljauwprijs merkbaar was, precies omdat de Nederlanders zich hier moesten bevoorraden na uitputting van de hun toegelaten vangsten.

Onze kabeljauwvissers zagen zich aldus een goede gelegenheid ontglippen om de steeds stijgende exploitatiekosten, inzonderlijk de brandstofprijzen enigszins gecompenseerd te zien. Hoe dan ook, uitgerekend op dezelfde dag wordt onze vissers bovendien verbod opgelegd om op tong te vissen in het Bristol-kanaal. Was er hier dan geen ruilmogelijkheid? Was er geen partner die ons een beetje tongen kon schenken?

Onder de gegeven omstandigheden zult u wel begrijpen, mijnheer de staatssecretaris, dat onze fractie uw begroting 1985 niet kan goedkeuren. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Coen.

M. Coen. — Monsieur le Président, la sélection et la santé animale sont deux composantes essentielles de la productivité et de la rentabilité de notre économie animale. C'est dire toute l'importance qu'il convient d'accorder aux administrations responsables.

Une sélection judicieuse a amené nos races laitières à des rendements élevés, tout en maintenant une certaine conformation et un bon développement; dès lors, du point de vue rendement, elles ne peuvent rivaliser avec les races spécialisées, véritables machines à lait.

Chez le Bleu-Blanc belge, la sélection a conduit à un type viandeux de très haute qualité qui soutient avantageusement la comparaison avec toutes les autres races de viande.

L'orientation mixte lait-viande continue à subsister avec, entre les deux types, toute l'échelle des variantes. L'équilibre lait-viande est instable; dès lors, la sélection d'un standard mixte s'avère techniquement difficile et coûteuse.

La question essentielle qui se pose est de savoir s'il faut maintenir les orientations actuelles ou s'il faut opter pour la sélection de races spécialisées.

Au surplus, les quotas laitiers pourraient interférer sur l'orientation des productions et aboutir à terme à une diminution de la production laitière insuffisante pour couvrir nos besoins. Une telle situation ne manquerait pas d'affaiblir notre position au sein de la CEE pour la défense des intérêts de nos producteurs de lait.

La situation sanitaire de notre cheptel est restée très satisfaisante en 1984. Toutefois, un gros point noir subsiste: la brucellose est en nette recrudescence et le programme d'éradication en cours depuis 1978 est loin d'avoir atteint l'objectif proposé. En trois ans les dépenses d'indemnisation pour l'abattage des bovins éliminés dans le cadre du plan de prophylaxie ont atteint plus d'un milliard de francs sans que la situation se soit réellement améliorée: la maladie se maintient à l'état enzootique au pays de Herve et des noyaux de réinfection sont réapparus dans plusieurs provinces.

Ne conviendrait-il pas de réactualiser le programme prophylactique en fonction de la situation sanitaire de chaque région et des réalités épidémiologiques et de susciter une participation plus active et plus responsable des détenteurs de bétail qui devraient rester d'ailleurs les plus concernés par l'éradication de la brucellose?

Dans une optique plus générale, ne conviendrait-il pas de revoir fondamentalement notre politique sanitaire et de nous orienter vers des programmes plus structurés à durée limitée qui seraient réadaptés périodiquement en fonction des résultats obtenus? Les détenteurs de bétail devraient être davantage associés à la réalisation des programmes par une participation plus responsable et plus solidaire.

L'organisation des soins de santé chez les porcs ne paraît pas avoir débouché sur des résultats bien concrets et n'a pas répondu aux espoirs placés en elle.

Il serait peut-être plus réaliste et bénéfique de concentrer nos efforts sur les élevages orientés vers l'exportation en organisant une promotion sanitaire de ces élevages.

La santé des cheptels constitue la véritable clé d'accès aux échanges internationaux de nos porcs d'élevage unanimement appréciés et recherchés sur tous les continents. Mais, le plus gros problème qui reste posé au service vétérinaire, c'est l'absence d'une base juridique valable pour l'organisation de ses activités toujours régies par la loi du 30 décembre 1882. C'est un outil vétuste et inadapté qui limite la conception et le développement d'une politique sanitaire moderne et ne permet plus au service de satisfaire à ses engagements internationaux, notamment vis-à-vis de la CEE et du Benelux.

Depuis plus de vingt ans, le service vétérinaire attend l'adoption d'une nouvelle loi de base de ses activités.

Pour répondre aux besoins réels du service et permettre une politique sanitaire dynamique, la nouvelle loi devrait s'aligner sur les lignes directrices définies dans le rapport de la FAO sur le standard des services vétérinaires établi par les éminents experts en la matière que sont le professeur Drioux de l'Ecole vétérinaire d'Alfort et les docteurs Beynon et Falconer, chefs des services vétérinaires du Royaume-Uni et du Botswana.

Pour porter ses fruits, cette réforme de la loi de 1882 postule:

L'élargissement des activités et des compétences du service vétérinaire;

La mise à la disposition de l'intendance technique et administrative nécessaire;

L'octroi des pouvoirs nécessaires à l'application conforme de la législation;

La dépénalisation des infractions qui jusqu'à présent relèvent toujours du Code pénal.

Au moment où les grandes options sanitaires sont définies à l'échelon supranational, l'administration responsable doit disposer des moyens et du pouvoir nécessaires pour assurer une application coordonnée des lois et règlements organisant la politique sanitaire.

Ce n'est pas la législation en soi mais bien l'application que l'on en fait qui conditionnera la valeur et l'efficacité de la politique sanitaire.

Il suffit de regarder chez certains de nos partenaires de la CEE pour constater où la dilution des responsabilités et l'éparpillement des décisions les a conduits dans leur lutte contre certaines maladies.

Depuis 1950 les tâches dévolues au service vétérinaire se sont multipliées et accumulées.

En service extérieur, le cadre a été maintenu à l'état squelettique: un commis par circonscription vétérinaire et les inspecteurs vétérinaires ne peuvent faire face à leurs activités qu'à la faveur du personnel mis à leur disposition et rémunéré par les fédérations de lutte contre les maladies

du bétail. A l'administration centrale, la pénurie du personnel administratif et un certain manque de qualification sont aussi à déplorer, mais c'est surtout l'instabilité de la composition du cadre des fonctionnaires qui entraîne les plus grosses difficultés.

Les méthodes de travail de l'administration n'ont guère évolué: les velléités d'informatiser les activités du service vétérinaire n'ont pas trouvé beaucoup d'écho ni de soutien malgré l'excellent travail effectué dans certaines fédérations. Pourtant l'organisation et le contrôle des activités du service vétérinaire se prêtent admirablement bien aux applications informatiques et le ministère de l'Agriculture dispose à cet égard d'un équipement performant et très largement sous-utilisé.

Dans son message de Nouvel An aux corps constitués, Sa Majesté le Roi a fait ressortir la nécessité et l'importance d'une administration de qualité au service d'une démocratie moderne. Ce problème, monsieur le secrétaire d'Etat, ne peut échapper à votre attention et mérite de faire l'objet d'une étude sérieuse.

J'en arrive au second volet de mon intervention, consacré au problème betteravier.

Habitant la Hesbaye, région traditionnellement orientée vers la culture de la betterave, je voudrais vous faire part de l'inquiétude des planteurs.

Il n'existe pas, fort heureusement, d'accord mondial sur le sucre. Il faut s'en réjouir parce que l'Europe qui produit actuellement 13 à 14 millions de tonnes de sucre par an, qui en consomme 9 millions et demi et en importe, en raison des accords de Lomé, 1,3 million de tonnes des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, et qui en exporte de 5 à 7 millions de tonnes, verrait certainement sa part à l'exportation réduite.

Faut-il ajouter qu'un accord pourrait avoir des retombées sur la production d'isoglucoses en Europe, production qui pourrait se réaliser à base de céréales européennes, d'où une menace supplémentaire sur la culture de la betterave?

Notre pays a obtenu un quota annuel de 680 000 tonnes de betteraves au moment de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Auparavant, ce quota était de 550 000 tonnes.

En 1980, le règlement européen sur le sucre a été revu: 1985 sera la dernière année d'application et la Belgique a conservé son quota de 680 000 tonnes. Mil neuf cent quatre-vingt-quatre a vu le prix du sucre «A» et «B» se fixer à un niveau raisonnable, alors que le prix du sucre «C» rend sa production nettement déficitaire.

Il importe de réorienter la production en conservant à chaque région ses capacités de production, en maîtrisant, voire en la réduisant où cela s'avère nécessaire. Pour les planteurs, la Belgique doit négocier, en raison de la vocation naturelle de son sol, une adaptation des quotas lui attribués dans le cadre de l'organisation du marché.

Ce système permettra d'agir sur les emblavements et, en cas de production excédentaire, de donner une autre destination aux betteraves ou reporter le sucre sur la campagne suivante.

Il semble que le nouveau règlement CEE pourrait, dès 1986, supprimer la faculté d'un prix mixte et imposer le système du contrat individuel, déjà utilisé depuis de nombreuses années avec succès dans les grands pays voisins où le contrôle individuel de la production constitue un élément important pour maîtriser le revenu des planteurs.

Les nouvelles technologies réduisent aussi la part du marché du sucre: On produit trois cents jours par an du sucre de maïs ou de froment dans des usines modernes, avec du personnel réduit et où la rentabilité est d'autant plus grande que les sous-produits de cette production sont chers. Il y a là, monsieur le secrétaire d'Etat, une menace très nette sur la production betteravière, production agricole traditionnelle dont la prospérité fut aussi celle des secteurs voisins.

Il n'y a pas d'illusion à se faire pour l'avenir. Des sacrifices devront nécessairement être consentis tant du côté des planteurs que de celui des industriels. Le tout sera de savoir comment instaurer les quotas individuels, comment adopter une méthode qui laisse tout de même une place aux nouveaux planteurs.

Les agriculteurs hesbignons sont conscients des nuages qui pèsent sur la culture betteravière. Ils espèrent que le gouvernement et, en particulier, le secrétaire d'Etat à l'Agriculture et aux Affaires européennes feront preuve de fermeté, de détermination et de clairvoyance pour sauver une culture qui a contribué à la richesse économique du pays.

Le groupe PRL votera, monsieur le secrétaire d'Etat, le budget 1985 de votre département. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Debusseré.

De heer Debussère. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb tijdens vorige besprekingen het landbouwbeleid, zoals het hier sinds jaar en dag door de huidige en vorige regeringen werd en wordt gevoerd, als waanzinnig en onrealistisch bestempeld. Zonder leedvermaak moet ik vaststellen dat in 1984 die surrealistische landbouwpolitiek tot de orde geroepen werd op een meer dan brutale manier. Die politiek is alleen maar mogelijk geweest dank zij het grote gemeenschappelijk verdriet van ons allemaal, de euromarkt. En dat waanzinnig gedoe is nog niet ten einde zoals het volgende wel degelijk bewijst.

In Portugal verrijzen momenteel over kilometers allemaal serres. In en om die serres moeten tomaten groeien, Spaanse pepers en zuidvruchten, en dat op een bodem waarop in eeuwen niks is gegroeid. Dat kan, als je maar voor water zorgt en de juiste chemicaliën gebruikt. Niemand in heel Europa of waar ook ter wereld heeft die tomaten, die Spaanse pepers of zuidvruchten nodig. Integendeel er worden nu reeds duizenden tonnen van die vruchten vernietigd. En toch speculeren die boeren op winst. Die kwekers zijn inderdaad hereboeren, voor het grootste deel welstellende Duitser, die rekenen op de « gerechte prijs » van de EEG.

Want op 1 januari 1986 wordt naar alle waarschijnlijkheid, Portugal lid van de Europese club. Dan komen de landbouwbedrijven in Portugal in aanmerking voor afnamegaranties. Aldus wordt een produktie opgezet van landbouwprodukten die niemand nodig heeft, en die alleen maar worden geproduceerd opdat zij zouden kunnen worden opgekocht door de EEG-administratie, die daarvoor het geld haalt uit de gemeenschappelijke EEG-pot, die, dames en heren, met uw en mijn belastinggeld wordt gestijfd. Die overproduktie zou nu eventueel terecht kunnen komen bij de hongerlijders van Afrika, maar die kunnen verder creperen. Die landbouwprodukten zouden rot zijn voor zij ooit die hongerlijders bereiken.

Dus dienen die produkten alleen maar om te worden vernietigd, te worden « doorgedraaid ». Dat « doordraaien » kost geld, veel geld. Daar worden alleen maar beter van: in de eerste plaats, de overbetaalde eurofunctionarissen hier in Brussel, die ermee « bewijzen » dat zij niet overtollig zijn en in de tweede plaats, de nieuwe hereboeren die op een mooi rendement van hun investeringen mogen rekenen. Dupe van de geschiedenis zijn:

Ten eerste, de Europese belastingbetalers te allen kante.

Ten tweede, de kleine Portugese boerens, die via investeringen, rationalisering en druk tot produktieverhoging eerst op de knieën en daarna uit de markt zullen worden gedrongen. Die afnamegaranties zijn er niet om de kleine landbouwers in leven te houden. Dat werd hier trouwens verleden jaar met de kleine melkveehouders duidelijk bewezen.

Ten derde, de werklozen in de Europese Gemeenschap, want het geld dat nu besteed wordt aan « doordraaien » van overgeproduceerde levensmiddelen had men beter kunnen aanwenden voor het verschaffen van werkgelegenheden.

Aan ieder weldenkend en rechtgeaard mens stel ik de vraag: « Wordt het niet meer dan tijd om een einde te maken aan die onzin van de georganiseerde overproduktie in de landbouwsector? » Zouden wij dat eurofinitariaat in Brussel, Luxemburg en Staatsburg niet beter werkloos maken?

Momenteel liggen in Europese koelhuizen en silo's opgestapeld: Vijfhonderd en drie ton rundvlees dat niemand wil;

Bijna een miljoen ton melkpoeder, waar men blijkbaar geen weg mee weet, tenzij voor de produktie van varkensvoer;

Meer dan een miljoen ton boter, waar alleen maar de Russen belangstelling voor hebben tegen een verliesprijs van vijftien tot achttien frank het kilogram. Een Turkse firma uit het Midden-Oosten is er niet in geslaagd van die boterberg tien miljoen kilogram te kopen hier in België; wel werd hun hier in België, boter aangeboden afkomstig van Tsjecho-Slowakije en de DDR. Begrijpe wie kan!

In die silo's liggen ook nog opgestapeld: 3,7 miljoen ton graan, die heel snel tot een onoverzichtelijke berg aangroeien, want in 1984 werd in Europa nog eens vijftien procent meer graan geoogst dan tijdens het vorig jaar: 148,5 miljoen ton. En al vreten wij ons kapot, die krijgen wij niet op. Wil men de graanreserves beperken tot 6 miljoen ton, wat de deskundigen « redelijk » vinden, dan moet de EEG dringend 23 miljoen ton graan kwijt. De Russen hebben graan nodig, maar daar geraken de Amerikanen hun overschot al niet meer aan kwijt.

En voor het eerst heeft de EEG nu meer graan voortgebracht dan de Verenigde Staten. De graanoverschotten van de jongste oogst niet meegerekend, vertegenwoordigen de momenteel opgeslagen overtollige levensmiddelen een goederentrein van 15 000 km lang. Dat opslaan kost

de Europese belastingbetaler jaarlijks 600 miljard frank en daar komen dan nog al die miljarden bij voor het « doordraaien » van levensmiddelen. En zeggen dat er jaarlijks in deze wereld vijftien miljoen kinderen sterven van honger en ontbering.

Als bij deze massale vernietiging van land- en tuinbouwprodukten mij nog iemand komt vertellen dat wij nog meer moeten produceren om nog meer te kunnen vernietigen, dan houd ik zo iemand voor crimineel tegenover het volk dat hem heeft verkozen.

De laatste decennia was de landbouwpolitiek gebaseerd — en ze is het nog altijd — op meer produktie tegen lagere eenheidsprijzen, aangemoedigd door subsidies, met als verplichting steeds meer te investeren om hetzelfde inkomen te handhaven. Heel die strategie, onderschreven zowel door de vroegere als de huidige minister van Landbouw was in de meest letterlijke betekenis van het woord « boerenbedrog » te meer daar deze strategie door dezelfde mensen vandaag opgedoekt wordt zonder iets in de plaats te zetten, zonder alternatief uit te bouwen. Voor de zoveelste maal zijn de « echte » landbouwers de dupe van heel dit gedoe.

In aansluiting met die waanzinnige landbouwpolitiek wil ik nog even gewag maken van de ezelsstamp, die aan onze pluimveeouders werd toegebracht door de EEG in de vorm van 200 miljoen frank nieuwe belastingen die zij moesten bijpassen.

In de lente van vorig jaar lieten de EEG-aristocraten zich op een grove nalatigheid betrappen: de heffingen werden niet tijdig aangepast en de sluisen bleven vier maanden wijd open voor de « staatslanden » die in Europa hun produkten kwamen dumpen. En op vandaag blijft de pluimveehouder meer dan ooit de vogelvrije figuur die steeds maar moet « opdraaien » voor de graanpolitiek van de EEG.

De Europese Gemeenschap heeft een tekort aan hectaren landbouwgrond om in haar onderhoud te voorzien en daarom is de import van een gedeelte van haar bevoorrading onvermijdelijk. Maar het systeem van de prijsgaranties heeft geleid tot volgende paradoxale toestand: daar waar er globaal genomen een permanent tekort bestaat, moeten er overschotten aan granen worden genoterd en dit terwijl de importen van eiwitrijke grondstoffen de neiging vertonen om in omvang te stijgen, gepaard gaande met een toenemende vraag naar vlees en eiwitrijk voedsel vanwege de bevolking.

De EEG wil de import van eiwitrijke grondstoffen contingenteren en vervangen door haar eigen granen te doen gebruiken in de mengvoeders. Op die manier stijgen de voederprijzen naar rata van 15 à 20 pct. per jaar, zodat men steeds meer dierlijke produktes moet voortbrengen om 100 kg krachtvoeder te kunnen betalen. Op die manier is de kringloop gesloten: overproduktie leidt tot hogere prijzen die steeds hogere produktes vereisen.

Dit waanzinnig landbouwbeleid is van alle logica of morele grond ontdaan en kan niet langer worden aangehouden. Het ergste is dat men niet het minste alternatief aan onze boeren kan, wil of durft voorleggen. Wij, Europeanen, verhongeren niet door natuurcatastrofen, wij verhongeren geestelijk door morele en politieke catastrofen. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Humblet.

M. Humblet. — Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à rendre hommage aux agriculteurs de Wallonie qui ont pris l'initiative d'une aide alimentaire importante à des populations du tiers monde dramatiquement touchées par la famine, posant clairement, comme cela a déjà été souligné ce soir, le problème de la destruction de soi-disant surplus agricoles.

Ceci étant dit, je limiterai ma brève intervention, monsieur le secrétaire d'Etat, à deux problèmes d'un caractère un peu particulier, rejoignant ce qu'a dit M. Eicher et ce que dira M. Basecq.

On peut lire à la page 45 du rapport, à propos de la situation de l'agriculture et de l'horticulture: « Est-il possible de prévoir une politique de soutien pour la précieuse intervention des instances provinciales qui fournissent de sérieux efforts pour la culture et pour la transformation? » Voilà une formulation très éloquente de notre rapporteur!

Pourtant, nous avons pu lire ces derniers temps dans la presse que le Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur M. Nothomb a pris la décision de casser une délibération de la province du Brabant concernant la participation de celle-ci à l'ASBL Promagri. J'ignore le contenu exact de la délibération de la province. Sans doute me direz-vous que ceci n'est pas de votre ressort, mais de celui du ministre de l'Intérieur...

M. Lagae. — Informez-vous au préalable.

M. Humblet. — Patientez, monsieur Lagae, je n'ai pas encore mis en cause le *Boerenbond*, mais je vais le faire ...

M. Lagae. — Vous attaquez le ministre au sujet d'une décision que vous ne connaissez pas.

M. Humblet. — Ceci intéresse tout de même le secrétaire d'Etat. C'est lui qui doit défendre les agriculteurs et Promagri.

Se préoccupe-t-il de voir que le ministre de l'Intérieur casse une décision de cette nature? Je sais que le *Boerenbond* — vous voyez que j'y viens, monsieur Lagae — dit n'avoir nullement influencé cette décision. Mais il prétend — et le secrétaire d'Etat à l'Agriculture connaît forcément mieux le *Boerenbond* que le ministre de l'Intérieur — que certains de ses membres sont lésés par l'intercommunale du Brabant wallon, qui est en cause dans cette affaire.

Est-ce pour réparer une injustice que le ministre de l'Intérieur aurait décidé de stopper l'initiative Promagri, qui se trouve être une initiative wallonne? M. Albert Pauly, coordonnateur du *Boerenbond* pour le Brabant wallon, déclare que le *Boerenbond* n'est pour rien dans cette décision, qu'il ne voit pas pourquoi d'aucuns lui reprocheraient de s'opposer à la participation de la province à Promagri, depuis le début de son fonctionnement. Il fait toutefois remarquer que si des membres du *Boerenbond* se sont déclarés opposés à Promagri, ils l'ont fait en leur nom personnel sans être mandatés par l'organisation.

Il est fait état ensuite du pourcentage de membres du *Boerenbond* dans le Brabant wallon. Ce pourcentage me paraît excessif et je reviendrai dans quelques instants sur ce point.

L'intercommunale du Brabant wallon aurait, dit-on, forcé des agriculteurs, membres du *Boerenbond*, exploitant des terres destinées aux zones de Jodoigne et de Perwez, à les mettre à sa disposition avec quatre cas d'expropriation dans le parc industriel de Perwez, l'intercommunale du Brabant wallon destinant ces terres aux agriculteurs qui sont d'accord pour procéder à l'expérience de forçage des racines de chicons.

J'en viens, monsieur le secrétaire d'Etat, à un deuxième problème qui s'avère, lui aussi, important et qui a déjà été implicitement abordé ce soir: la représentation du monde agricole, des agriculteurs syndiqués, si je puis user de cette expression, dans les chambres d'agriculture.

Si l'on examine les chiffres d'adaptation de 1984, on note, pour l'ensemble des chambres d'agriculture des quatre provinces wallonnes, une insuffisance de représentation, compte tenu des effectifs d'une part, des Unions professionnelles agricoles, qui comptent 59,9 p.c. des membres des chambres d'agriculture des provinces wallonnes, alors qu'elles ont 66,6 p.c. des effectifs, et d'autre part de l'Udef qui compte 7,5 p.c. des membres des dites chambres d'agriculture, pour 14 p.c. des effectifs. Les sièges vont, j'imagine, ailleurs.

Le problème est particulièrement significatif en ce qui concerne la province de Brabant. Les Unions professionnelles agricoles comptent 49,9 p.c. — je suis précis — des agriculteurs syndiqués dans l'arrondissement de Nivelles; l'Udef en compte 22,6 p.c.

Il apparaît que, dans une chambre d'agriculture de l'ensemble de la province de Brabant, ils se trouvent inévitablement submergés, l'Udef ne comptant aucun représentant et les Unions professionnelles agricoles n'en comptant au total que 3 sur 24.

La situation dans la province de Brabant, si l'on considère d'une part, les zones agricoles nettement flamandes avec l'arrondissement de Leuven et quelques communes de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, et d'autre part, le Brabant wallon, est donc tout à fait particulière.

Aussi, je vous demande dans le cadre de l'examen de ce budget, s'il ne serait pas possible, en ce qui concerne la province de Brabant, de mettre en place un système, tel qu'il existe de longue date sur le plan strictement national, où fonctionneraient deux sections linguistiques d'organismes agricoles, l'une néerlandophone s'occupant des zones agricoles flamandes, l'autre francophone s'occupant en particulier des zones agricoles wallonnes.

Appliquer cette procédure serait, me semble-t-il plus sain et s'inscrirait dans un esprit de communication sereine entre les communautés de cet Etat.

M. le Président. — La parole est à M. Bock.

M. Bock. — Monsieur le Président, le Sénat s'est préoccupé à maintes reprises, au cours de l'année écoulée des problèmes agricoles. Cette année n'a pas été bonne, ni pour l'agriculture, ni pour les agriculteurs.

Mais ce qui est le plus grave et surtout le plus dangereux pour l'avenir des agriculteurs, c'est incontestablement le problème des quotas. Celui qui nous préoccupe en premier lieu, c'est le quota laitier avant que, sans doute, soient imposés d'autres quotas; je pense, par exemple, à la viande.

Ainsi donc, il faut réduire nos productions. Je suis presque gêné d'évoquer ces réductions de production de matières alimentaires quand, jour après jour, défilent à la télévision, dans les journaux, les images de famine du tiers monde, et plus particulièrement de l'Afrique, images qui touchent nos cœurs et nos consciences.

M. Humblet. — Très bien!

M. Bock. — Certes, monsieur le secrétaire d'Etat, ces réflexions sont de portée plus générale et ne concernent pas directement votre propre budget, mais notre condition d'homme, tout simplement, nous révèle cette dramatique situation où les pays industrialisés doivent, sous la contrainte, réduire leurs productions agricoles, face à des millions et des millions d'habitants de la planète, des hommes aussi eux, qui meurent de faim.

La solution de problèmes de cette importance est très complexe et bien plus difficile à résoudre qu'à décrire, mais je crois qu'il est du devoir des membres du Parlement de souhaiter la réflexion et des solutions, si partielles soient-elles, à ce drame humain.

Vous êtes aussi notre secrétaire d'Etat pour les Affaires européennes. Si, de 1982 à 1983, les revenus agricoles avaient baissé de 6 p.c. dans la Communauté économique européenne, ils ont augmenté de 3,8 p.c. de 1983 à 1984.

Toutefois, pour cette période d'augmentation moyenne de 3,8 p.c., les résultats n'ont pas été identiques à l'intérieur des pays de la Communauté économique européenne. Si l'Allemagne a enregistré une hausse de 4,9 p.c., l'Irlande de 6,4 p.c., les Pays-Bas de 7,6 p.c., le Royaume-Uni de 9,7 p.c., la Grèce de 11,4 p.c. et ... le Danemark de 20,2 p.c., nos voisins du Grand-Duché ont vu leurs revenus diminuer de 1,3 p.c. et nos agriculteurs belges de 7 p.c., ce qui est très important.

C'est dans ce climat et souffrant, je le répète, d'une diminution des revenus agricoles de 7 p.c. que vient s'ajouter le drame — le mot n'est pas trop fort — des quotas agricoles.

A cet égard, on peut penser que la politique des quotas est contraire à l'existence même de l'Europe, qui devrait être une zone de libre échange mais — vous l'avez dit vous-même — nous nous trouvons face à une situation où il faut tenter de maintenir les prix.

La décision prise, dès lors, dans le cadre du compromis du 31 mars 1984 est très importante et lourde de conséquences. Pour notre pays comme pour d'autres, deux thèses s'opposent: soit un calcul de quota par laiterie, soit un quota individuel.

Fallait-il prendre en compte la production de 1981 plus 1 p.c.? Ou celle de 1983, moins 5 p.c. ou moins 3 p.c. pour les plus petites exploitations? Parmi les dix Etats membres, trois seulement ont choisi la formule des quotas individuels, alors que les sept autres ont opté pour la formule des quotas par laiterie.

Au fait, si les quotas ont été imposés, c'est parce que l'évolution de la production accusait une forte croissance, qu'il fallait donc limiter.

Pour la campagne 1984-1985, la Belgique se voyait octroyer une quantité correspondant à 3 138 000 tonnes, auxquelles s'ajoutent 500 000 tonnes pour la vente directe.

Je voudrais rapprocher de ce quota belge la production de 1981: 3 185 000 tonnes.

Effectivement, deux ans plus tard, en 1983, notre production atteignait plus de 3 300 000 tonnes. Cela représente pour la Belgique, entre 1981 et 1983, un accroissement de production d'environ 117 000 tonnes, qu'il fallait diminuer.

Par ailleurs, on constate que la référence 1981 plus 1 p.c. aboutissait à 3 216 000 tonnes, alors que la référence 1983 moins 5 p.c. a atteint 3 136 000 tonnes.

Ainsi donc, nous devons limiter l'accroissement constaté entre 1981 et 1983 par des productions de lait d'environ 117 000 tonnes.

Mais d'où venait donc cet accroissement de production à l'intérieur de notre pays? Il est impossible de le savoir avec exactitude, mais il est possible toutefois d'en obtenir une estimation très vraisemblable.

Vous-même, monsieur le ministre, en réponse à ma question parlementaire du 14 septembre dernier relative à la production laitière, vous fournissez une estimation du potentiel de livraisons par province, à prendre avec les réserves que vous avez émises et que vous avez répétées dans vos réponses à d'autres questions ultérieures.

Cette estimation est la suivante: la province d'Anvers, entre 1981 et 1983, voit une évolution de 478 à 506 millions de tonnes; la province du Brabant tombe de 202 à 198; la Flandre occidentale passe de 573 à 601; la Flandre orientale passe de 530 à 555; le Hainaut connaît le même accroissement et passe de 308 à 327; Liège stabilise de 536 à 537; le Limbourg connaît une petite progression, de 230 à 239; le Luxembourg passe de 171 à 174 et Namur de 157 à 165, toujours en millions de tonnes.

On constate, pour l'ensemble des provinces où la production laitière est essentielle et où, pour une bonne part de ces territoires, elle est la seule spéculation possible — je cite les provinces de Liège, Namur et Luxembourg — un accroissement inférieure à 20 000 tonnes.

Le Brabant, quant à lui, produit 4 000 tonnes en moins en 1983 qu'en 1982. La province d'Anvers, seule, augmente de 28 000 tonnes; la Flandre occidentale, également; la Flandre orientale de 25 000 tonnes et le Hainaut de 19 000 tonnes.

Ce sont les régions où, comme je vous l'ai dit, la spéculation laitière est presque la seule possible, qui augmentent le moins. Celles, qui ont participé d'une manière extrêmement faible à l'accroissement de production de lait entre 1981 et 1983 — qu'il faut freiner — vont être pénalisées par le système imposé en Belgique.

En fait, les trois provinces de Liège, Namur et Luxembourg devraient pouvoir maintenir leurs chiffres de 1981.

Nous sommes loin de compte à partir de cette seule production de 1981 — et non 1981 plus 1 p.c. La province de Liège perd 26 000 tonnes et la petite province de Luxembourg perdra, elle, 6 000 tonnes.

Vous me direz que des demandes de dérogation ont été introduites. Effectivement, environ 15 000 demandes de dérogation vous ont été soumises. Et là encore, la quantité de lait redistribuée semble disproportionnée.

Vous m'avez fourni un tableau relatif au nombre des demandes introduites et en regard de la quantité de lait redistribuée.

Anvers, par exemple, introduit 1 309 demandes et la quantité de lait redistribuée est de 10 600 000 litres; quand la petite province de Luxembourg introduit 1 385 demandes, elle ne reçoit que 7 000 000 litres.

Il est vrai qu'on ne peut pas faire des comparaisons d'une manière absolue. Je veux simplement montrer où sont les grandes exploitations et où sont les plus petites, alors que l'étendue du territoire de la petite province de Luxembourg est évidemment incomparable par rapport aux autres provinces plus peuplées.

Je vous ai fait part de l'augmentation des productions. Comment s'explique-t-elle? Que ce soit dans le cheptel ou que ce soit pour la production de lait, là encore, je fais référence à la réponse que vous avez fournie à ma question parlementaire du 24 octobre 1984.

Pour résumer, on peut noter que le cheptel, entre 1980 et 1983, a connu l'évolution suivante. Nombre de vaches laitières: moins 8 393 en Wallonie et plus 8 302 en Flandre.

L'augmentation de la production de lait se répartit de façon suivante:

Anvers: + 27 000 000 de litres.

Flandre occidentale: + 32 000 000 de litres.

Flandre orientale: + 27 000 000 de litres.

Limbourg: + 8 000 000 de litres.

Hainaut: + 2 000 000 de litres.

Brabant: — 5 000 000 de litres.

Liège: — 12 000 000 de litres.

Luxembourg: — 13 000 000 de litres.

Namur: — 14 000 000 de litres.

Il apparaît donc que, systématiquement, l'augmentation de lait, entre 1980 et 1983, ne se trouve pas là où les contraintes des quotas sont les plus pénibles et les plus insupportables. Je veux parler, bien sûr, des

agriculteurs des provinces où le lait est pratiquement la seule source de spéculation, celles du Sud-Est.

Je rappelle que la diminution de la production de lait, en trois ans, atteint le chiffre de 12 000 000 de litres à Liège, 14 000 000 pour Namur, et 13 000 000 pour le Luxembourg, à lui seul.

Voilà résumée et chiffrée, la conséquence des quotas pris suivant la référence 1983 moins 5 p.c.

La seconde notion concerne la décision de prendre des quotas individuels et non par laiterie.

Je voudrais citer un tableau des Unions professionnelles agricoles qui ont comparé la situation selon le quota individuel ou la vente par laiterie.

Je voudrais vous lire les chiffres de cette comparaison:

Laiteries	Taxation dans le système individuel 1983 - 5 p.c. (en francs belges)	Taxation dans le système laiterie (en francs belges)
Bullange	34 000 000	16 000 000
Walhorn	37 500 000	0
Theux	14 119 947	0
Herve	24 000 000	23 000 000
Herfelingen	27 000 000	0
Sud-Lait	85 000 000	0

Voudriez-vous me dire si votre département conteste ces comparaisons établies par les Unions professionnelles agricoles?

Je vous remercie déjà de la réponse que vous ferez à cet égard.

Je voudrais pas terminer sans préciser que, pour nous, il ne doit pas relever de l'autorité des laiteries seules de déterminer et de répartir les quotas. Il faut évidemment des contrôles et des garanties des pouvoirs publics. Vous avez, à cet égard, de très bons ingénieurs agronomes de l'Etat qui peuvent présider à ces répartitions.

Je voudrais maintenant souhaiter une réponse aux quelques questions suivantes.

Tout récemment, le commissaire à l'Agriculture M. Andriessen estimait les perspectives bonnes; les dernières estimations sont, selon lui, les suivantes pour la période d'avril à décembre 1984: les livraisons de lait ont diminué de 4 p.c. alors qu'elles avaient augmenté en 1983 de 4 p.c. et encore de 3 p.c. au cours du premier trimestre de 1984.

En ce qui concerne le beurre, dit le commissaire Andriessen, les chiffres sont encore meilleurs puisque la diminution pour la même période est de 12 p.c. et elle atteint 20 p.c. pour le lait écrémé en poudre. Cette évolution favorable devrait être poursuivie, estime le commissaire européen. L'objectif pour la prochaine campagne sera inférieur d'un million aux chiffres actuels.

Pourriez-vous nous dire si vous partagez ce point de vue?

En réponse à mon intervention au Sénat, le 6 décembre dernier, sur le même sujet, vous me faisiez savoir que des révisions de quotas pourront probablement être communiquées aux intéressés, vers la fin de l'année. Où en est-on à cet égard?

Vous précisez aussi que le gouvernement belge avait soutenu le principe de la taxe à la consommation devant la Commission, sans obtenir la majorité qualifiée indispensable pour faire admettre ces principes. Avez-vous été en mesure de renouveler vos démarches en ce sens?

En outre, vous précisez, lors de la même intervention, que vous aviez demandé un sursis de l'application du superprélèvement pour un trimestre. Cette proposition ne fut pas acceptée et le sursis ne fut promulgué que jusqu'au 15 décembre. Néanmoins, vous aviez promis de soumettre à nouveau le problème dans le courant de décembre à la Commission. Pourrions-nous connaître le résultat de cette démarche?

Enfin, toujours au cours de cette séance, vous avez, et je tiens à vous en remercier, déclaré que dans un souci de maintien du travail, vous comptiez accorder une attention particulière aux régions défavorisées, pour y ménager la politique de structure et la traduire en règlements nationaux.

Certes, je vise en l'occurrence le Sud-Est et, plus spécialement, les agriculteurs qui, de par leur situation géographique, ne peuvent faire que du lait. Je vise aussi des entreprises qui opèrent, comme vous l'avez dit vous-même, sur des sols sablonneux, et chacun pense à la Campine.

En ce qui concerne les autres Etats membres, pourriez-vous nous confirmer qu'ils appliquent le système avec le maximum de garantie et de sérieux afin que notre pays, qui agit de la sorte, ne se trouve pas dans une communauté où des partenaires n'appliqueraient pas correctement les décisions collégialement admises?

Lors de l'interpellation de juillet 1984, vous avez précisé que les agriculteurs devaient être fixés sur les révisions de quotas, le plus rapidement possible et dans les meilleures conditions. Combien d'agriculteurs, aujourd'hui, ne sont-ils pas encore fixés sur leur quota ou sur le sort réservé aux réclamations qu'ils ont introduites?

En outre, je voudrais rappeler la très grande difficulté dans laquelle se trouvent actuellement les agriculteurs des régions où le lait permet pratiquement la seule spéculation possible.

L'an dernier, comme je vous l'ai dit au début de mon intervention, les revenus agricoles ont diminué en Belgique de 7 p.c. Les catastrophes climatiques ont encore aggravé les difficultés, mais je veux souligner en passant l'effort du gouvernement en vue d'indemniser, partiellement certes, les exploitations sinistrées.

La politique des quotas et l'incertitude des agriculteurs pour leur avenir vont encore réduire probablement leurs revenus.

Les manifestations agricoles ont montré l'ampleur de leur désarroi. Les nombreuses réclamations qui nous parviennent ou certains exemples véritablement dramatiques vécus sur le terrain, prouvent que le monde agricole a des motifs de se tracasser et de s'inquiéter.

Plus de 15 000 exploitations ont sollicité des dérogations à un quota insuffisant qui ne leur permet pas de vivre. Quelque 3 500 ont été examinées mais il en reste, j'en suis persuadé, plus de 10 000, qui n'ont pas encore obtenu de suite ou qui peut-être ne pourront être suivies d'accroissement de quota.

Imaginez, monsieur le ministre, que tous ceux-là introduisent une demande de cessation d'activités. Vous connaissez assez la situation et notre société pour mesurer les conséquences de cette demande. Cela étant, je voudrais rappeler nos revendications principales.

1. Constatant un accroissement très important de la production laitière dans le Nord du pays en même temps qu'une diminution dans la région du Sud, nous sollicitons dans l'application des quotas l'instauration de deux circonscriptions. Nous réclamons, dans le cadre de la législation européenne, une intervention tendant à exonérer totalement la région du Sud-Est, région herbagère où seul la production laitière est possible.

Cela donnerait certes satisfaction à la région du Sud-Est, mais, en même temps, contribuerait à aider les agriculteurs du reste du pays.

2. Nous voudrions réintroduire la notion de surface d'exploitation, de façon à ne pas favoriser la production hors sol ou un système comparable, par l'application d'un prélèvement supplémentaire aux producteurs produisant plus de 15 000 litres de lait par hectare de superficie fourragère.

3. Nous prônons, pour la prochaine saison laitière du printemps, l'adoption d'un quota laitier au lieu d'un quota individuel, en rappelant qu'il appartient aux pouvoirs publics et non aux laiteries seules d'exercer les contrôles indispensables.

Je voudrais rappeler à cet égard les craintes d'un dirigeant agricole particulièrement compétent et apprécie, en l'occurrence, M. Renson, président des Upa de ma région, où de par le système individuel de calcul des agriculteurs d'une laiterie bien déterminée paieront des amendes de plus de 30 millions, c'est-à-dire cinq fois plus élevées que si le calcul avait été opéré au niveau de l'entité. De plus, pouvons-nous être assurés que si le quota n'est pas dépassé, les prélèvements opérés pourront être remboursés jusqu'aux productions correspondant aux quotas?

4. Enfin, je voudrais rappeler la nécessité de taxation à l'entrée dans la Communauté ou en Belgique, s'il le faut, des produits d'origine marine et végétale.

Telles sont, monsieur le ministre nos revendications. Elles poursuivent un but: permettre la pratique de l'exploitation par les agriculteurs du Sud-Est de notre pays car c'est, pour eux, vital.

Je vous demande, monsieur le secrétaire d'Etat, d'y voir et d'y rencontrer cet objectif et cette préoccupation.

Une application rigide des quotas ruinera des exploitations. S'ils sont appliqués d'une manière aveugle — et le mot trouverait hélas! son application — et sans discernement, la réalité se révélera fatale. Nous ne pouvons être le médecin qui soignerait la maladie en oubliant le malade.

Personnellement, je renouvelle mes craintes à cet égard, craintes expliquées ici même, à plusieurs reprises, en évoquant des situations dramatiques d'agriculteurs qui exploitent sans savoir quel sera leur sort.

Je rappelle aussi que les excédents les frapperont d'une amende de près de 10 francs au litre de lait vendu.

Au-delà des mots, voyons, comprenons la situation des agriculteurs qui risquent d'être frappés à mort par l'absence de quotas. Essayons de nous mettre à leur place!

Ce n'est pas seulement une attitude humaine, mais aussi une attitude intelligente.

M. Eicher. — Je suppose que ce sont les chiffres exigés il y a un instant?

M. Bock. — Mais non, ce sont les chiffres donnés par le secrétaire d'Etat.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Lagae.

De heer Lagae. — Mijnheer de Voorzitter, ik wilde graag mijn waardeering uitspreken voor al wat sinds de ondertekening van het Verdrag van Rome tot stand is gebracht op het gebied van de landbouw. De land- en tuinbouw heeft de gevolgen van het Verdrag van Rome, namelijk de opbouw en de uitbreiding van de Europese Gemeenschap, ongetwijfeld aangepakt met zeer veel moed en succes. De landbouw heeft het hoofd geboden aan de belangrijke technische revolutie die in die periode heeft plaatsgehad, en heeft, misschien wel moeizaam, tred kunnen houden met de sterke expansie van de welvaart in de Westeuropese landen. Dit is niet gegaan zonder moeilijkheden. Wij bespreken die overigens vandaag. Het is echter ongetwijfeld een groot succes te noemen.

De evolutie in de landbouw heeft in belangrijke mate bijgedragen tot de welvaart van ons land. Volgens sommige collega's is het landbouwbeleid een groter succes geweest in de Vlaamse provincies dan in de andere. Ik laat dat in het midden. Ik heb immers te veel eerbied voor onze Franssprekende landbouwers. Ik respecteer wat zij hebben tot stand gebracht. Er kan een onderscheid worden gemaakt tussen de twee gebieden. Er worden verschillende methodes gebruikt. Zo beoefenen de eenen meer intensieve en de anderen meer extensieve teelten. Dit kan allemaal worden afgewogen. Het staat echter vast dat ook de Franssprekende landbouwers hebben bijgedragen tot dat deel van de welvaart dat aan de landbouw toe te schrijven is.

De evolutie van de jongste jaren heeft meegebracht dat wij thans over een kleiner aantal landbouwers en over minder grond beschikken en dit in een land waar de beschikbare grond per inwoner kleiner is dan in de ons omringende landen. Wij hebben niet kunnen verwezenlijken dat wij een afzet konden vinden voor alles wat zou voortgebracht geweest zijn door ons vroeger aantal landbouwers met de methodes van nu! Het is de paradox van de huidige wereld dat daar waar men over het minste grond beschikt, waar men het kleinste procent landbouwers heeft, men overschotten produceert en dat men daar waar de economische activiteit bijna geheel samenvalt met de landbouw, men er niet toe in staat is de eigen bevolking te voeden. Het is een pijnlijke paradox en het is van het grootste belang daarvoor een oplossing te vinden.

Men heeft gezegd dat er in de landbouwpolitiek op het ogenblik een kwalijke draad loopt, namelijk deze van de schaalvergroting. Mijnheer de staatssecretaris, de stijgende welvaart heeft in elk van de ons omringende landen meegebracht dat, wanneer een landbouwer wil leven naar de maat van deze tijd, hij ook een groter inkomen moet verwerven en dat hij dit alleen kan verwerven door meer te produceren. De prijzen heeft hij niet in de hand, de omvang van de produktie tracht hij wel in de hand te hebben. Dat is waar voor de tuinbouwprodukten, voor de landbouwprodukten, de veeteeltprodukten, maar dat is buiten de landbouw nog veel meer het geval.

Mijnheer de Voorzitter, er is meer dan één landbouwworganisatie in ons land. Naargelang van het criterium dat we hanteren komen we aan 7, 8 of 9 landbouwworganisaties, waarvan de jongste 25 jaar oud zijn. De landbouwworganisaties treft geen verwijt. Bij de inspanningen geleverd door de land- en tuinbouwers zelf hebben zij hun deel bijgedragen. Dat is zo in ons land, maar ook in de ons omringende landen. Als men de waarheid gewild wil aandoen dan stelt men het voor alsof alle beslissingen in België en voor ons land alleen getroffen worden, zonder de Europese Economische Gemeenschap, en alsof deze beslissingen op advies van één enkele landbouwworganisatie zouden genomen worden welke dan natuurlijk verantwoordelijk gesteld wordt van alles wat men

verkeerd acht, hoewel er in de andere landen ook landbouworganisaties zijn. En of dit alles verkeerd is valt nog te bewijzen.

Mijnheer de Voorzitter, wij leven in een land waar er vrijheid van vereniging is zowel voor werknemers, middenstanders als voor landbouwers. Zij hebben allen het recht om zich te verenigen en dit te doen op de manier die zij verkiezen. Zij hebben het recht om hun zienswijze te vertolken en te verdedigen. De resultaten zijn overigens niet zo slecht. Moeten zij hier telkens opnieuw aangevallen worden?

Mijnheer de staatssecretaris, de nieuwe landbouwprijzen zijn een ontgoocheling. Wanneer men prijzen vaststelt, moet men er toch ook aan denken dat de kostprijzen stijgen. Wanneer men ons een middel aan de hand doet om niet alleen de verkoopprijzen, maar ook de kostprijzen te bevroeden, dan zullen wij de zaak al wat rustiger bekijken. Ik geloof echter niet dat men ons dit middel aan de hand kan doen. Wij hebben indexinleveringen meegemaakt. Die indexinleveringen werden ook toegepast op diegenen die geen indexaanpassingen krijgen. Nu komt de ontgoocheling van de nieuwe landbouwprijzen er nog bij.

Wij weten wel dat marktprijzen één zaak zijn en de prijszetting door de Euromarkt voorgesteld, een andere zaak. Wij willen daarop niet al te zeer vooruitlopen en u zal ons natuurlijk antwoorden dat over dit probleem de schaduw van de overschotten hangt. Dit is een reden te meer om én in de Euromarkt én in de hele samenhang van het wereldlandbouwprobleem een zeer grondig overleg te organiseren. Het voedselprobleem is immers, of men het wil of niet, een wereldprobleem, een menselijk probleem, een tragisch probleem.

Over de kwestie van de melkquota heb ik hier een paar zaken gehoord, waarop ik niet wens terug te komen. *Tout ce qui est excessif, est insignifiant*, mijnheer de staatssecretaris. Er zijn zaken die werkelijk al te zeer bij het haar worden getrokken, dan dat wij er blijven bij staan. Mag ik erop wijzen dat men in andere landen gelijkaardige problemen kent en men soms meer moet inleveren dan in ons land? Volgens sommigen is er een gebrek aan voorlichting geweest. Ik zou dat zo niet durven te affirmeren. In nagenoeg alle uiteenzettingen bij de bespreking van de begroting van Landbouw de jongste jaren werd gehandeld over de middelen waarmee de melkaanvoer zou kunnen worden afgeremd.

Indien collega Jean Gillet hier ware, zou hij erop wijzen dat hij reeds twee, drie jaar geleden het stelsel van de melkquota heeft verdedigd. Een stelsel van medeverantwoordelijkheid inzake melkprijzen is niet gisteren uitgedacht. De idee is ten minste drie jaar oud en was reeds een voorbode van het zoeken naar middelen dienaangaande.

Men kan natuurlijk de schuld geven aan de landbouworganisaties. Men kan zeggen dat de ene landbouworganisatie schuldig is en de andere niet, en men kan zeggen dat men in België schuldig is en in de andere landen niet.

Ik vraag wat er gebeurd zou zijn indien men bijvoorbeeld twee jaar vooraf het invoeren van melkquota zou hebben aangekondigd. Het is misschien goed daar eens over na te denken.

Men kan zeggen dat er nog recente investeringen zijn geweest. Ik antwoord hierop dat er een reglement bestaat voor die gevallen van investeringen die alleen door een verhoogde melklevering kunnen worden afgelost. Waar geen investeringen zijn gebeurd, hoewel men er misschien belang bij had gehad wel te investeren en meer koeien te houden, kan moeilijk rekening worden gehouden met een wens die zelfs nog niet werd uitgesproken, laat staan dat er een begin van realisatie zou zijn geweest.

Er zijn overigens heel wat wensen, er is heel wat zorg voor de uitbreiding van de melklevering geformuleerd juist op het ogenblik dat melkquota werden vastgelegd. Er zijn heel wat mensen die vroeger geen enkele behoefte hadden aan uitbreiding van de melklevering en nu ineens wel.

Mijnheer de staatssecretaris, dat doet niets af van ons probleem. Het is ook niet omdat onze problemen zo groot zijn dat men mekaar de schuld moet geven.

Men zegt dat er de jongste tijd nog investeringen zijn gebeurd en dat de ambtenaren van het departement van Landbouw dit niet hebben tegengegaan. Als dat alleen in ons land zou zijn gebeurd, zou het de moeite zijn het eens na te kijken. Ik vraag mij echter af wat die ambtenaren zouden hebben te horen gekregen als zij geen uitbreiding zouden hebben toegestaan, wat er ook gebeurde in Nederland, Duitsland of Frankrijk.

Als ik het heb over uitbreiding moeten wij elkaar goed begrijpen. U hebt de cijfers van de heer Bock gehoord. Heel wat mensen hebben hun bedrijf uitgebreid, heel wat mensen hebben dat niet gedaan. Het aantal koeien in ons land is van jaar tot jaar gelijk gebleven. Men houdt koeien of niet, men houdt varkens of niet, kweekt tomaten of niet, maar als men zich op iets toelegt moet men het doen op een technisch verantwoorde manier die toelaat zijn brood te verdienen in de moderne technische omstandigheden van vandaag. Daar zijn investeringen voor nodig. Zo gezien kan ik niet zeggen dat onze ambtenaren het beleid verkeerd hebben uitgevoerd en de uitbreiding hebben gestimuleerd. Zij hebben de specialisatie wel gesteund. Zonder deze investeringen zou niemand nog behoorlijk zijn brood verdiend hebben.

Mijnheer de staatssecretaris, heel wat dossiers in verband met melkquota vergen een oplossing. Volgens mij moet die oplossing niet noodzakelijk bestaan in een verhoging van de quota. Iemand die door het opleggen van de quota in een financieel moeilijke toestand komt, denkt wellicht te gemakkelijk dat zijn toestand zal worden opgelost door het verhogen van de quota.

Zoals andere sprekers terecht hebben opgemerkt, zou men er inderdaad beter aan doen elk geval afzonderlijk te bekijken en naar de meest geschikte oplossing te zoeken. Daarbij moet dan wel een onderscheid worden gemaakt tussen degene die in moeilijkheden is geraakt door het onverwacht opleggen van een quota nadat hij investeringen had gedaan en in de redelijke veronderstelling dat hij dan ook meer melk zou mogen leveren enerzijds, en degene die er ooit wel eens aan had gedacht er in de toekomst belang bij te kunnen hebben van meer te mogen leveren, anderzijds.

De bezwaren van sommige collega's tegen de beëindigingspremie kan ik werkelijk niet begrijpen. Iedereen is immers vrij deze al dan niet te aanvaarden, of het nu gaat om een premie voor het rooien van fruitbomen of voor het stopzetten van melklevering. Sinds wanneer beschouwt men een ruimere keuzemogelijkheid als een aanslag?

Wat de nieuwe regeling zal zijn voor volgend jaar, zal afhangen van het Europese overleg. Ik hoop, mijnheer de staatssecretaris, dat men ook rekening zal houden met de huidige situatie en naar de beste oplossing zal streven. Wij zijn er ons echter allen van bewust dat men in de landbouw moeilijk vooraf de goede oplossing kan kiezen. Men weet niet vooraf hoe het klimaat zal zijn en hoe de leveranciers zullen reageren in elke streek. De landbouw kan niet worden vergeleken met de industrie, en voorspellingen doen is altijd moeilijk, vooral voor de toekomst, zegt men.

Mijnheer de staatssecretaris, zo kom ik tot een aangelegenheid die ons allen zeer aanbelangt, namelijk de toekomst van het Landbouwinvesteringsfonds. Sommigen spreken hier alsof het Landbouwinvesteringsfonds een straf zou zijn geweest voor de landbouw. Ik meen echter dat het een belangrijk instrument is geweest dat heeft bijgedragen tot de huidige evolutie in de land- en tuinbouw. Het Landbouwinvesteringsfonds was een aanmoediging voor elke land- en tuinbouwer en een hulpmiddel om de vooruitgang te volgen. De vooruitgang is immers een strenge meester. Om hem te volgen, moet men over voldoende middelen beschikken. Wij moeten echter zeer goed voor ogen houden dat het Landbouwinvesteringsfonds geen bijstandsregeling is.

U mag mij niet verkeerd begrijpen, mijnheer de staatssecretaris, maar mijns inziens kan het Landbouwinvesteringsfonds toch beter en selectiever worden aangewend. Ik bedoel niet dat minder middelen moeten worden ingezet maar wel dat wij meer moeten doen met de middelen waarover wij beschikken. In het verslag lezen wij herhaaldelijk dat men niet over voldoende middelen beschikt om snel resultaten te behalen in de bestrijding van de ziekten of in de veeselectie, en dat men ook de afzetfondsen niet voldoende kan stijven. Door een betere spreiding van de middelen en door een betere controle op het gebruik van de kredieten die langs het Landbouwinvesteringsfonds en langs het Landbouwfonds ter beschikking worden gesteld, zouden wij, zonder over meer middelen te beschikken, aanzienlijk meer kunnen bereiken.

Het spijt mij dat de heer Marmenout niet meer aanwezig is. Hij heeft uitvoerig gesproken over de pachtwet. Wij zijn bereid om zijn voorstel in verband met grondkamer, pachtkamer en zo verder, zonder enige vooringenomenheid te onderzoeken. Wij rekenen dan echter ook op zijn steun voor het tot stand brengen van een betere pachtwetgeving. De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft daarvoor trouwens de jongste tijd zeer grote inspanningen gedaan. Waar wij wel op aandringen is dat

onze land- en tuinbouwers voor het gebruik van grond niet meer moeten betalen dan hun collega's in de ons omringende landen. Dat is slechts normaal, zoniet wordt concurreren onmogelijk.

Wij gaan akkoord dat er nog heel wat zaken kunnen worden verbeterd, bijvoorbeeld, wat het lot van de eigenaars betreft. Men moet ons echter niet vragen dat de eigenaar, hoe verdienstelijk hij ook moge zijn, over het middel zou kunnen beschikken om voortdurend de pachter te chanten of op gelijk welke manier onder druk te zetten.

Het zal u niet verwonderen, mijnheer de staatssecretaris, dat ik een beroep doe op u om bij de regering de zaak van de land- en tuinbouw te bepleiten, een beetje te zijn de beschermer van de land- en tuinbouw.

Het moet mij daarom van het hart dat het sommige land- en tuinbouwers — dit geldt ook en vooral voor de veeteelt — vrij moeilijk wordt gemaakt. Ten eerste, ze krijgen moeilijk de bouwvergunning die ze nodig hebben voor het voortbestaan en de uitbreiding van hun bedrijf; ten tweede, krijgen ze ook moeilijk een uitbatingsvergunning die onmisbaar is voor hun broodwinning. Wat betreft deze uitbatingsvergunningen, doet zich op sommige plaatsen, misschien met de beste bedoelingen, bijna een soort van terreur voor tegen de veeteeltbedrijven. Het is noodzakelijk dat ter zake ernstig overleg wordt gepleegd.

Inzake de bouwvergunningen moet men ermee rekening houden dat er in grote delen van ons land beroepslandbouwers actief zijn, die zich nochtans niet exclusief met landbouw bezighouden. Moet men die mensen verbieden een stal, of een bedrijfsgebouw, of een fruitloos in een landbouwzone op te richten? Ik spreek niet over een woning.

Ik betreur, samen met de heer Debussère, dat onze uitvoer van eieren en van slachtkippen niet meer is zoals vroeger. Wij zijn indertijd zeer fier geweest over deze succesvolle uitvoer. Welke middelen kunnen wij aanwenden om opnieuw een stuk van de wereldmarkt te veroveren nu wij kunnen beschikken over een instrument als de afzetfondsen? Aangezien wij ingevolge een herschikking van de middelen meer geld kunnen krijgen, ben ik er vast van overtuigd dat wij op korte tijd veel meer kunnen doen.

Er werd ook gesproken, maar dan op een tamelijk ongelukkige manier, over het fruit, het Luiks fruit, het Limburgs fruit. Nu wij over afzetfondsen beschikken, durf ik daarvoor een bijzondere inspanning te vragen. Wij hebben veel en uitstekend fruit, wij zijn goed geoutilleerd voor de aanvoer en de commercialisering ervan. Bestaat de mogelijkheid niet om met dit uitstekend produkt een grotere export te bereiken, met een groter aandeel tenminste op de Europese markten?

Voorts verzoek ik de staatssecretaris bij de ministers van Sociale Zaken en Tewerkstelling en Arbeid aan te dringen opdat de mensen, die het fruit moeten plukken, niet worden geterroriseerd door allerlei reglementen, die onmogelijk kunnen worden nageleefd. Voor de enkele weken dat de fruitoogst duurt, kan men toch niet eisen dat er mensen het hele jaar beschikbaar zijn op de arbeidsmarkt.

De heer Debussère. — Zeer juist!

De heer Lagae. — Ik breng hulde aan de medewerkers van de staatssecretaris. Ik twijfel er echter niet aan dat het mogelijk is, mits over de

hele lijn wordt samengewerkt, nog een ruim stuk weg af te leggen op het vlak van het wetenschappelijk werk en de vulgarisatie in verband met de fruitteelt.

Mijn collega's zullen mij wel vergeven dat ik nog enkele woorden wijd aan de paarden. Dit is een tak van de landbouw waaraan het departement tot op heden niet veel geld heeft moeten besteden, een tak die goed op weg is om een bloeiende tak te worden waarvan de uitvoer herleeft. Ik beweer niet dat het probleem enkel op het financieel vlak ligt, maar ik meen dat een financiële aanmoediging toch een absolute noodzaak is.

Indien het mogelijk is enerzijds, financieel en anderzijds, door goede samenwerking en de nodige mankracht deze groeiende belangstelling te steunen, zou ik de staatssecretaris daarvoor dankbaar zijn.

Ik spreek mijn hernieuwd vertrouwen uit in het beleid van de staatssecretaris en zal dan ook zijn begroting goedkeuren. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De Voorzitter. — Collega's, in de algemene beraadslaging over de ontwerpen van wet met betrekking tot het ministerie van Landbouw hebben wij nu reeds een tiental sprekers gehoord. Er zijn nog een tiental sprekers ingeschreven. Ik vermoed dat wij morgenochtend en een deel van de namiddag zullen nodig hebben om deze sprekers alsook om het antwoord van de staatssecretaris te horen.

Ik stel voor onze werkzaamheden hier te onderbreken. (*Instemming.*)

INTERPELLATION — INTERPELLATIE

Retrait — Intrekking

M. le Président. — M. Gevenois a fait savoir au bureau qu'il désire retirer son interpellation au secrétaire d'Etat au Postes, Télégraphes et Téléphones, sur « les difficultés de fonctionnement que rencontre le centre de tri de Mons X ».

De heer Gevenois heeft aan het bureau laten weten dat hij zijn interpellatie tot de staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, over « de werkingsmoeilijkheden in het sorteercentrum Bergen X » wenst in te trekken.

Par conséquent, cette interpellation est retirée de l'ordre du jour.

Dienvolgens wordt deze interpellatie van de agenda afgevoerd.

Le Sénat se réunira demain, 12 février 1985, à 10 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen, 12 februari 1985, te 10 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 22 h 15 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 22 u. 15 m.*)